

LA PRESSE AFFAIRES



Pierre Karl Péladeau

PORTFOLIO
RÉUNIONS ET CONGRÈS
L'ABC DES CONGRÈS VERTS
PAGES 15 À 19

VIDÉOTRON
NATIONALISME,
EMPLOIS ET BAS PRIX
PAGE 5

S&P TSX 9236.88 -558.92 (-5.71%)	S&P 500 896.78 -58.27 (-6.10%)	DOW JONES 8519.21 -514.45 (-5.70%)	PÉTROLE 66.75 -5.43 (-7.52%)	DOLLAR 79.70 ¢US -2.69 ¢
---	---	---	---	---------------------------------------

Saputo achète gros en Ontario

MARTIN VALLIÈRES

Saputo frappe encore. Un achat de 465 millions de dollars au comptant afin de se hisser en tête des ventes de lait à boire et de crème dans le plus important marché alimentaire au Canada.

Le colosse laitier québécois en est ainsi à sa quatrième acquisition d'importance en moins de deux ans.

Cette fois-ci, Saputo acquiert la plus grosse laiterie en Ontario, Neilson Dairy, des mains du groupe Weston de Toronto.

Cet autre géant alimentaire canadien est davantage connu pour ses activités boulangères et son contrôle du distributeur et détaillant Loblaw's-Provigo.

Avec cet achat, Saputo prévoit ajouter près de 600 millions au chiffre d'affaires de ses acti-

vités canadiennes. La laiterie Neilson a deux usines dans le sud de l'Ontario et elle compte 390 employés.

Aussi, en mettant la main sur Neilson, Saputo se retrouvera en concurrence plus forte en Ontario avec sa rivale Agropur, aussi d'origine québécoise.

Cette importante coopérative laitière dirigée de Granby est présente depuis plusieurs années sur le marché ontarien

du lait à boire avec ses marques Natrel et Sealtest.

Par ailleurs, l'autre intervenant majeur du marché ontarien des laits à boire est le géant européen Parmalat, avec ses produits de marque Beatrice.

N'empêche, chez Saputo, on considère que l'achat de Neilson est suffisant pour hisser l'entreprise du troisième au premier rang du marché ontarien de ces produits laitiers de base.

D'ailleurs, héritage de la parenté de Neilson avec Loblaw, ses produits dominent déjà sur les étagères laitiers du plus gros distributeur et détaillant alimentaire en Ontario.

L'achat de Neilson et sa fusion au sein de Saputo, tout en gardant ses marques de commerce, devrait aussi contribuer rapidement au bénéfice de toute l'entreprise.

➤ Voir SAPUTO en page 4

MERCK & CO. ÉLIMINE 7200 POSTES

MONTRÉAL ÉVITE LE PIRE

PHILIPPE MERCURE

Aux grands maux les grands remèdes: le géant pharmaceutique Merck a procédé hier à une importante saignée en supprimant 7200 emplois dans le monde et en fermant trois de ses sept centres de recherche. Et si Montréal est frappé par ce nouveau coup de sabre, il évite le pire.

L'entreprise a confirmé que les suppressions de postes n'épargneront pas la filiale canadienne, dont le siège social est à Kirkland, dans l'île de Montréal. Ni la division canadienne ni le siège social américain n'ont cependant été en mesure de préciser combien d'emplois seront touchés au Canada.

Vincent Lamoureux, porte-parole de Merck Frosst (filiale canadienne de la multinationale Merck & Co.), s'attend à ce que les vendeurs éparpillés aux quatre coins du Canada écotent davantage que les employés du siège social de Kirkland.

« Comme il y a déjà eu plusieurs coupes cette année au siège social, on s'attend à ce que les prochaines soient dans l'équipe de vente », a-t-il expliqué.

Encore en juin dernier, Merck avait sabré 60 emplois au siège social de Kirkland, qui a perdu pas moins de 500 employés depuis 2001.

Merck Frosst compte aujourd'hui 1300 employés,

dont 711 à Kirkland (426 sont au siège social et 285 travaillent au centre de recherche). Le reste des employés canadiens sont des vendeurs, dont une centaine au Québec.

➤ Voir MERCK en page 4



SNC-Lavalin prêt à sauter dans le train du nucléaire

HÉLÈNE BARIL

Jacques Lamarre n'en fait pas un mystère. SNC-Lavalin sautera sur l'occasion d'acquiescer en tout ou en partie Énergie atomique du Canada, si le gouvernement fédéral décide de privatiser la société d'État.

« C'est une excellente technologie et c'est une excellente société. On pense que c'est des techniciens très valables et on aurait un intérêt, a fait savoir le grand patron de la firme de génie-conseil lors d'une entrevue à *La Presse*. Mais on voudrait le faire dans un contexte où tout le monde serait heureux, on ne veut pas le faire contre les dirigeants d'EACL ».

La filiale nucléaire de SNC-Lavalin, dirigée par son fils Patrick Lamarre, travaille déjà en étroite collaboration avec Énergie atomique du Canada Limitée (EACL), comme membre du consortium Team Candu, avec General Electric, Hitachi et Babcock & Wilcox.

Ce partenariat satisfait Jacques Lamarre, qui se dit prêt à le poursuivre en tant qu'actionnaire minoritaire d'EACL, si Ottawa choisit une privatisation partielle. Mais si le gouvernement veut tout vendre, il se dit prêt à tout acheter. « Nous autres, on est prêts aussi à acheter EACL au complet. On les aime. Mais ça dépend quel prix on paie. »

Une industrie d'avenir

Idéalement, SNC-Lavalin voudrait faire avec EACL ce que Bombardier a fait avec Canadair: l'acheter pas cher et lui donner un souffle nouveau. « Par contre, si le gouvernement veut une fortune pour ça, ça va être d'autres intérêts qui vont venir (l'acheter). »

➤ Voir SNC en page 5

POUR OU CONTRE LES DÉFICITS?

L'ÉCONOMIE DE PLUSIEURS PROVINCES CANADIENNES TOURNE AU RALENTI. POUR LES POLITICIENS, LA TENTATION EST FORTE D'AUGMENTER LES DÉPENSES PUBLIQUES POUR STIMULER LA MACHINE... QUITTE À TOMBER DANS LE ROUGE. UNE MÉTHODE QUI EST LOIN DE FAIRE L'UNANIMITÉ. LE DÉBAT FAIT RAGE CHEZ LES ÉCONOMISTES.

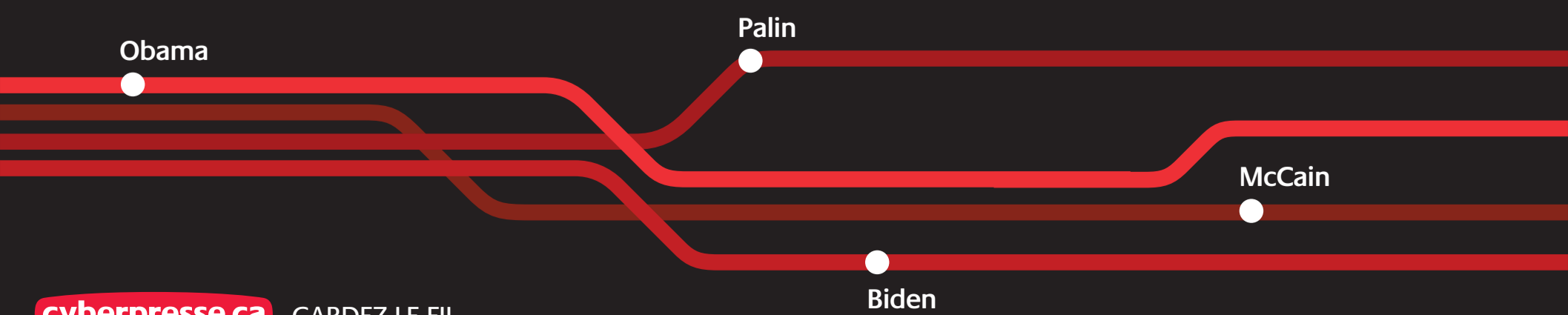
UN DOSSIER DE VINCENT BROUSSEAU-POULIOT, À LIRE EN PAGES 2 ET 3

LE HUARD SOUS LES 80 CENTS

PAGE 7

LES BOURSES ENCORE DÉPRIMÉES

PAGE 14



DES DÉFICITS POUR STIMULER L'ÉCONOMIE?

L'ONTARIO DANS LE ROUGE, LE QUÉBEC



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Le ralentissement économique soufflant sur l'économie canadienne vient de provoquer son premier déficit.

Hier, l'Ontario a annoncé qu'elle prévoyait un déficit de 500 millions de dollars cette année. En plus de ce déficit de 500 millions, la province – la première à présenter une mise à jour économique depuis la crise financière cet automne – a puisé 500 millions de plus dans son fonds d'urgence, qui est passé de 700 à 200 millions.

L'Ontario verra ses revenus diminuer de 918 millions cette année, notamment en raison des difficultés de l'industrie

automobile et du secteur manufacturier. Ses dépenses augmenteront de 132 millions. L'écart avec les prévisions budgétaires dévoilées l'an dernier se chiffre à 1,05 milliard.

Devant une situation budgétaire aussi serrée, l'Ontario a choisi de retarder plusieurs de ses investissements en éducation et en santé, dont l'embauche de 9000 nouvelles infirmières. «La réalité économique actuelle force les gouvernements du monde entier à réexaminer leurs dépenses dans un environnement où la seule certitude est l'incertitude», a dit le ministre des Finances de l'Ontario, Dwight Duncan, hier après-midi au cours d'un discours à l'Assemblée législative de l'Ontario.

Le Québec est confiant de ne pas voir ses finances tomber dans le rouge comme son voisin ontarien. Hier, la ministre québécoise des

Finances, Monique Jérôme-Forget, a réitéré son intention de boucler ses deux prochains budgets sans faire de déficit. Québec n'a pas fait de déficit budgétaire depuis 1998. L'an dernier, le gouvernement québécois a dû puiser pour la première fois dans son fonds de réserve – une affaire de 200 millions – afin d'éviter un déficit budgétaire. «On me reproche des fois

Lors de sa mise à jour économique la semaine prochaine, le gouvernement Charest engagera des dépenses supplémentaires visant à aider l'économie québécoise à passer au travers la crise. Selon la ministre Jérôme-Forget, ces mesures ne représenteront pas un «big bang» mais bien des «petits ajouts pour corriger la situation».

« On me reproche des fois d'être proche de ma sacoche », dit la ministre Jérôme-Forget.

«La demande intérieure au Québec est bonne», dit Monique Jérôme-Forget. Ce sont nos exportations qui sont problématiques en ce moment. Il va

d'être proche de ma sacoche, dit la ministre Jérôme-Forget. Bien, je l'ai tellement été que j'ai des réserves importantes pour l'année 2009.»

falloir qu'on surveille nos entreprises et voir quel est l'impact (de la crise économique américaine) au niveau des entreprises.»

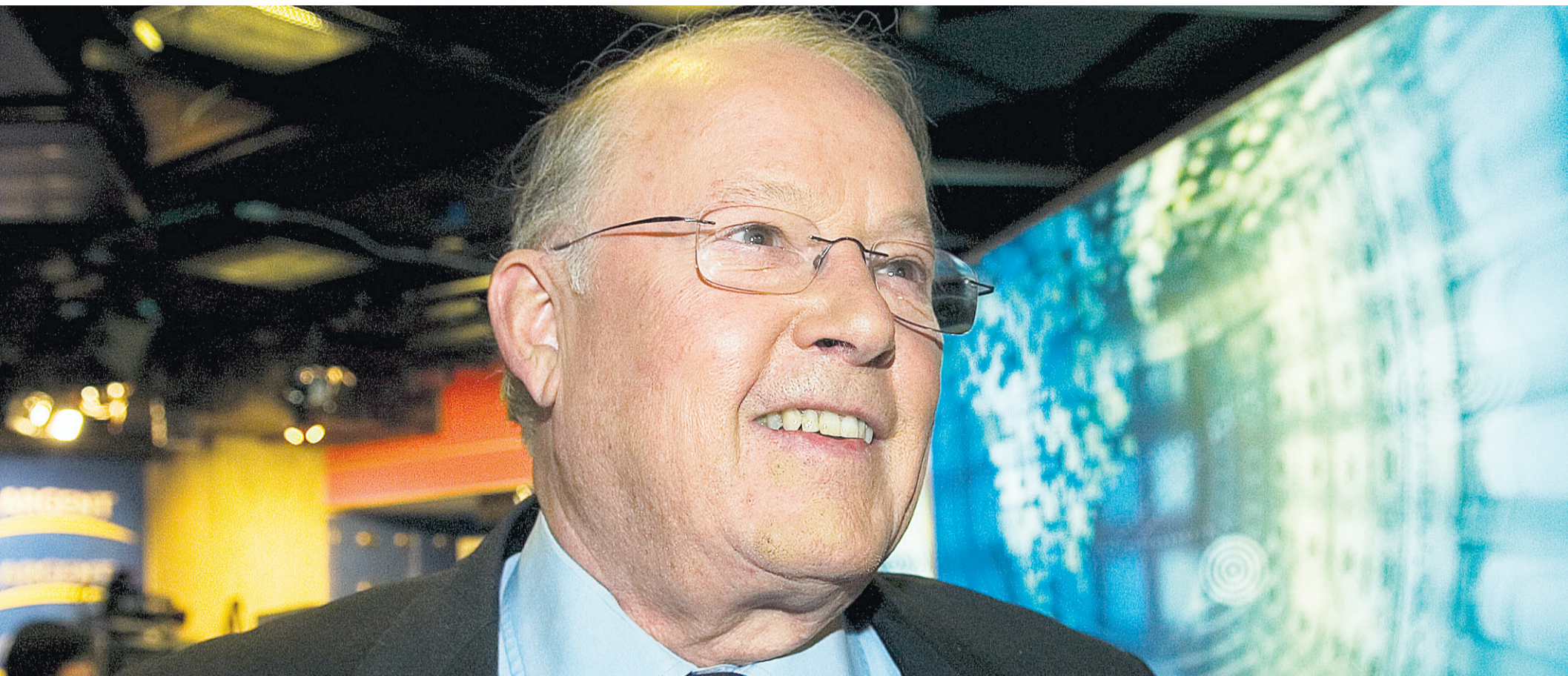


PHOTO RÉMI LEMÉE, LAPRESSE

Selon Bernard Landry, un déficit au Québec pourrait être logique selon la gravité du ralentissement économique et à condition qu'il y ait un plan à long terme.

POUR LE « BON » DÉFICIT

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Le Québec doit-il retourner en déficit? Oui, disent les économistes à l'unisson. Même le grand responsable de l'atteinte du déficit zéro, l'ancien ministre des Finances Bernard Landry, plaide en faveur d'un retour au déficit si l'état de l'économie québécoise continue de se détériorer.

Celui qui a symbolisé la lutte au déficit dans les années 90 est prêt à appuyer un retour au déficit au Québec s'il est causé par un ralentissement économique. «Nous ne connaissons pas encore pas tous les effets d'un ralentissement de l'économie américaine sur l'économie réelle du Québec, mais rien n'empêche un gouvernement de faire un déficit s'il juge que c'est la bonne chose à faire pour son économie», dit Bernard Landry.

Citant les théories de John Maynard Keynes, le mentor économique des interventionnistes, Bernard Landry rappelle que les déficits font partie de la vie financière normale des gouvernements. «La théorie de Keynes est une théorie en deux temps, dit-il. Quand l'économie va mal, l'État augmente les dépenses (et fait des déficits). Quand l'économie va bien, l'État se rembourse avec des surplus. Depuis 50 ans au Québec, on a appliqué la première partie de la théorie de Keynes mais on a oublié la deuxième partie.»

Bernard Landry se défend de changer son fusil d'épaule sur la question du déficit. Il

est d'ailleurs fier de son bilan budgétaire entre 1996 et 2003, d'abord comme ténor économique du gouvernement Bouchard, puis comme premier ministre du Québec. «Avant moi, le dernier ministre des Finances qui a présenté un budget équilibré était John Bourque de l'Union nationale en 1958!» dit-il.

Selon le Mouvement Desjardins, les gouvernements ne doivent pas viser nécessairement le déficit zéro chaque année. «Le budget des gouvernements doit être équilibré à moyen terme, sur un horizon de trois à cinq ans», dit l'économiste en chef adjoint Yves St-Maurice.

Les économistes distinguent deux types de déficit: les déficits structurels causés par une mauvaise gestion des finances publiques et les déficits conjoncturels causés par un ralentissement économique. Les premiers sont récurrents, les deuxièmes temporaires.

Au dire des économistes, les déficits conjoncturels sont même bons pour l'économie. Soit, ils augmentent le niveau d'endettement de l'État. Mais contrairement au déficit zéro, ils n'aggravent pas le ralentissement économique.

«Le Canada a bien agi (en atteignant le déficit zéro dans les années 1990), mais ça ne veut pas dire que tous les déficits sont mauvais», résume Christopher Ragan, professeur d'économie à l'Université McGill. Durant un ralentissement économique, il se crée nécessairement un déficit si vous n'augmentez pas les impôts ou si vous ne réduisez pas vos dépenses. Or, ces deux décisions

contribuent à ralentir encore davantage l'économie durant un ralentissement.»

Un autre argument en faveur d'un retour temporaire aux déficits publics: le Canada est de loin le pays le moins endetté du G7. «Le Canada est en excellente posture au plan de la gestion de sa dette, dit Stéfane Marion, économiste en chef adjoint à la Financière Banque Nationale. Ce n'est pas le même contexte qu'au début des années 1990. Cette fois-ci, personne sur les marchés internationaux n'aura peur de prêter de l'argent au Canada afin de financer son déficit.»

Bernard Landry est d'avis que le gouvernement du Canada peut se permettre un retour au déficit au cours des prochains exercices financiers, qui seront affectés par un ralentissement économique, voire une récession. «Au Canada, il n'y a aucun doute qu'un déficit pourrait empêcher une détérioration de l'économie, surtout que le gouvernement du Canada rembourse sa dette depuis des années», dit-il.

L'ancien premier ministre est moins catégorique dans le cas du Québec. «Le Québec réussit à avoir un déficit zéro, mais toujours sur la ligne à cause des dépenses en santé, rappelle Bernard Landry. (...) Un déficit au Québec pourrait être logique selon la gravité du ralentissement économique et à condition qu'il y ait un plan à long terme. Si l'économie va mal, l'esprit de la loi québécoise sur le déficit zéro permet un déficit à condition d'avoir un plan visant à retrouver l'équilibre budgétaire rapidement.»

POUR

- Un gouvernement qui hausse les impôts ou réduit ses dépenses afin d'atteindre le déficit zéro en période de ralentissement économique contribue à prolonger cette période de ralentissement économique.

- En haussant les impôts ou en réduisant les dépenses afin d'atteindre l'équilibre budgétaire en période de ralentissement économique, un gouvernement prend des décisions parfois difficiles à renverser sur le plan politique afin de régler un problème économique temporaire.

- Le Canada a un niveau d'endettement beaucoup moins élevé que celui des autres pays du G7, ce qui lui procure une plus grande marge de manoeuvre afin d'éponger un déficit.

DES DÉFICITS POUR STIMULER L'ÉCONOMIE?

CROISE LES DOIGTS



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Hier, la ministre québécoise des Finances, Monique Jérôme-Forget, a réitéré son intention de boucler ses deux prochains budgets sans faire de déficit.

► CYBERPRESSE.CA

RÉAGISSEZ

Donnez votre opinion concernant cette nouvelle à la presseaffaires.com

SITUATION FINANCIÈRE EN 2007

Pays	Surplus ou déficit (en pourcentage du PIB)	En dollars canadiens
Canada	1,0 %	13
États-Unis	-3,0 %	-387
Japon	-2,4 %	-98
Royaume-Uni	-3,0 %	-79
Allemagne	0 %	0
France	-2,7 %	-65
Italie	-1,9 %	-37
Moyenne des pays du G7	-2,4 %	-98

Source: OCDE

LA DETTE DES PAYS INDUSTRIALISÉS

Pays	Dettes en 1995 (en pourcentage du PIB)	Dettes en 2007
Canada	70,7%	23,3%
États-Unis	46,9%	26,9%
Japon	24,1%	85,9%
Royaume-Uni	38,3%	30,4%
Allemagne	30,3%	44,5%
France	37,5%	34,0%
Italie	98,7%	90,7%

Source: OCDE



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Selon Joseph Facal, président du Conseil du trésor du Québec en 2002 et 2003, le danger d'une rechute dans la gestion des finances publiques est bel et bien présent.

CONTRE

DANGER DE RECHUTE

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

En théorie, Joseph Facal est d'accord avec l'idée de retourner en déficit en ces temps économiques difficiles. Mais le professeur à HEC Montréal n'a pas oublié une vieille leçon apprise durant ses années en politique: distinguer la théorie de la pratique.

«En théorie, il est juste de dire qu'il ne faut pas faire de l'absence de déficit un dogme absolu. En pratique, ma crainte est que, comme un alcoolique qui demande un dernier verre, nous retournions dans cette spirale de déficits que nous avons connue pendant 40 ans», dit l'ancien président du Conseil du Trésor avec un sens de la formule dont lui seul a le secret.

Au Québec comme au Canada, le déficit zéro est devenue une réalité politico-économique obligée. Durant la dernière campagne électorale, la simple suggestion de la part de Stéphane Dion de retourner en déficit a déclenché une controverse suivie d'une rétractation du chef libéral. «Sur la scène politique, le déficit zéro est devenu une religion», dit Christopher Ragan, professeur d'économie à l'Université McGill. Même Jack Layton ne veut pas faire de déficit! Il y a 20 ans, le NPД était contre le déficit zéro.»

L'économiste Jack Carr a un coupable tout désigné afin d'expliquer la peur des Canadiens à l'égard des déficits: l'ancien

premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau. Sous Trudeau –ainsi que sous son successeur conservateur Brian Mulroney–, les déficits se sont accumulés, devenant sans cesse plus imposants. «Trudeau a commencé à dépenser, mais il n'a pas augmenté les impôts en conséquence», dit Jack Carr, professeur d'économie à l'Université de Toronto.

«Le problème à l'heure actuelle, c'est que les Canadiens ont peur des déficits car ils se rappellent où les ont menés les déficits des années 70 et 80, continue Jack Carr. L'autre danger d'un déficit causé par un ralentissement économique, c'est que le gouvernement se mette à dépenser plus que prévu. Bob Rae a essayé de sortir l'Ontario d'une récession en dépensant. Ce fut une mauvaise décision: la récession a finalement été plus dure pour l'Ontario que le reste du pays.»

L'économiste Christopher Ragan croit que le premier ministre Stephen Harper –le premier économiste à diriger le pays– est l'homme capable de raisonner les Canadiens sur la question du déficit.

«Les Canadiens n'auraient pas peur d'un déficit conjoncturel s'il leur était bien expliqué, dit-il. C'est simple: l'économie va moins bien, les revenus sont à la baisse et les dépenses à la hausse, mais tout ça va se rééquilibrer quand l'économie va repartir. On peut expliquer en cinq minutes, et Stephen Harper serait capable de le faire s'il le voulait vraiment.»

Le Mouvement Desjardins voit toutefois un facteur qui pourrait empêcher Stephen Harper de retourner en déficit: son gouvernement minoritaire. «La marge de manoeuvre d'un gouvernement minoritaire est plus faible, dit l'économiste en chef adjoint du Mouvement Desjardins, Yves St-Maurice. De toute façon, les gouvernements ont toujours tendance à penser à court terme. C'est l'un des problèmes de notre système.»

La dure réalité de la politique. C'est ce qui fait tant hésiter Joseph Facal, président du Conseil du trésor du Québec en 2002 et 2003, à favoriser un retour au déficit au Québec. Selon lui, le danger d'une rechute dans la gestion des finances publiques est bel et bien présent. «En théorie, je suis prêt à considérer un déficit, mais il faut être extrêmement prudent en inscrivant ce déficit annuel à l'intérieur d'un plan global pour retrouver l'équilibre budgétaire, dit-il. Le retour au déficit est un scénario dangereux qu'il faut considérer avec une extrême prudence.»

Joseph Facal préfère toutefois un retour au déficit à des coupes importantes dans les services publics. «Si c'est le prix à payer pour éviter un déficit sont des coupes draconiennes dans les services publics, qu'on en fasse un déficit, dit-il. Si c'est fait prudemment, avec doigté, de façon transparente et que le déficit est bien expliqué aux gens, il n'est pas un obstacle infranchissable. Il faut toutefois du courage politique, ce qui semble être une denrée rare.»

CONTRE

• Un déficit causé par un ralentissement économique (conjoncturel) peut mener à un déficit permanent (structurel) au fil des ans s'il est mal géré par les gouvernements.

• Un déficit causé par un ralentissement économique doit être accompagné d'un plan adéquat afin de retrouver l'équilibre budgétaire à moyen terme (3-5 ans).

• Tout déficit a des effets négatifs sur la devise du pays s'il est financé sur les marchés étrangers comme ce fut le cas pour les déficits canadiens dans les années 70 et 80.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Corus	BPA 4T: 26¢
EnCana	BPA 3T: 1,74\$
Petro-Canada	BPA 3T: 2,29\$
Potash	BPA 3T: 3,54\$

DEMAIN

Indice des prix à la consommation (Canada) sept.: **3,3%** août: **3,5%**

Ventes de maisons existantes (États-Unis) sept.: **1,2%** août: **-2,2%**

LUNDI 27 OCTOBRE

Mercer International BPA 3T: **-3¢US**

Verizon Communications BPA 3T: **66¢US**

Winn-Dixie BPA 1T: **-14¢US**

MARDI 28 OCTOBRE

Confiance du consommateur (États-Unis) oct.: **52,8** sept.: **59,8**

Canadien Pacifique BPA 3T: **1,15\$**

Rogers Communications BPA 3T: **53¢**

MERCREDI 29 OCT.

Nouvelles commandes de biens durables (États-Unis) sept.: **-0,8%** août: **-4,8%**

BCE BPA 3T: **56¢**

Maple Leaf BPA 3T: **1¢**

TMX Group BPA 3T: **64¢**

JEUDI 30 OCTOBRE

Indice des prix des produits industriels (Canada) sept.: **-0,5%** août: **0,2%**

PIB réel (États-Unis) 3T: **4,0%** 2T: **1,1%**

Cogeco 4T: **53¢**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

	1	9	7		5			
				9				
	4		6			3	2	9
2			8		1			
	8	5		6				
						7	4	
		3		7			1	5
9			5	2	8		7	

Niveau de difficulté : MOYEN

1168

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	9	3	8	5	1	6	2	4
1	6	8	4	3	2	5	9	7
4	5	2	6	7	9	3	1	8
9	3	5	7	1	4	2	8	6
2	8	7	9	6	5	1	4	3
6	1	4	3	2	8	9	7	5
5	7	9	2	8	6	4	3	1
8	4	6	1	9	3	7	5	2
3	2	1	5	4	7	8	6	9

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 1167

Montréal évite le pire

MERCK

suite de la page 1

La mauvaise nouvelle d'hier en cachait cependant une bonne pour Montréal. C'est que si Merck ferme trois de ses sept centres de recherche, celui de Kirkland échappe à la purge. Mieux: certaines activités des centres qui fermeront (en Italie, au Japon et à Seattle) seront détournées vers Montréal.

« On s'attend à une croissance des emplois d'environ 10 % dans notre centre de recherche au cours des années à venir », dit Vincent Lamoureux.

Le centre de Kirkland, qui était spécialisé dans les maladies respiratoires et cardiovasculaires, le diabète et l'obésité, obtient ainsi le nouveau mandat de découvrir des médicaments contre les maladies infectieuses.

« Nous serons sous peu à la recherche de plusieurs chimistes », dit M. Lamoureux, indiquant que ces gens proviendront

« On s'attend à une croissance des emplois d'environ 10 % dans notre centre de recherche (de Kirkland) au cours des années à venir. »

à la fois du Québec et des centres de recherche qui fermeront.

Selon M. Lamoureux, plusieurs facteurs dont la productivité expliquent la survie du centre de Montréal. Il souligne aussi que les gouvernements européens contrôlent davantage les prix des médicaments et leur accès au marché, ce qui a certainement joué en faveur de Montréal.

Rappelons que le gouvernement québécois s'est engagé à rembourser le prix d'un médicament qu'il inscrit sur la liste du régime d'assurance médicaments pendant 15 ans, et ce même si une version générique voit le jour entre-temps et se

LES COMPRESSIONS CHEZ MERCK

Dans le monde: 10 400 postes supprimés en 2005, 7200 postes abolis hier.

À Kirkland: 500 emplois perdu depuis 2001, dont la fermeture de l'usine de fabrication de médicaments annoncée en 2005.

vend moins cher. Ce genre de politique est très apprécié des entreprises comme Merck.

Une industrie en difficulté

L'embauche de nouveaux chercheurs au centre de recherche ne sera cependant pas suffisante pour compenser les pertes des employés en administration et en ventes.

« Je m'attends quand même à ce que le nombre net d'employés de Merck Frosst diminue pour l'an prochain », dit M. Lamoureux.

Les compressions de 7200 postes d'ici 2011 – 6800 pertes d'emploi et 400 postes non renouvelés – annoncées hier par Merck & Co. représentent près de 13 % de ses effectifs. Environ 40 % des compressions seront effectuées aux États-Unis.

Merck & Co. avait déjà supprimé 10 400 emplois en 2005. L'entreprise avait subi un dur coup en 2004 avec le retrait de l'anti-inflammatoire Vioxx et est aux prises avec un malaise qui frappe l'ensemble de l'industrie: les brevets des médicaments existants arrivent à échéance, mais les nouvelles découvertes ne parviennent pas à compenser les pertes. Merck a par exemple vu les ventes de Fosamax chuter de 51 % au troisième trimestre. Ce médicament contre l'ostéoporose a perdu son exclusivité aux États-Unis et subit la concurrence des médicaments génériques.

Merck & Co. a vu ses profits plonger de 28 % au troisième trimestre. Son action a clôturé à 28,01 \$US hier à la Bourse de New York, en baisse de 6,94 %.

Saputo achète gros en Ontario

SAPUTO

suite de la page 1

Selon Saputo, Neilson Dairy dégage un bénéfice d'exploitation annuel (avant intérêts, impôt et amortissement) de l'ordre de 50 millions par année.

On devrait en savoir davantage lors de la divulgation des prochains résultats trimestriels de Saputo, le 4 novembre.

Mais dans l'immédiat, en Bourse, les investisseurs ont plutôt bien accueilli l'annonce de cette autre acquisition du géant laitier et fromager montréalais.

Ils ont soutenu les actions de Saputo en baisse minime de 0,04 %, à 25,43 \$, alors que les principaux indices boursiers rechutaient fortement de 5 % à New York et à Toronto.

Chez Weston, on indique que la vente de Neilson Dairy est l'aboutissement d'une offre d'achat soumise volontairement par Saputo, sans invitation.

« Nous n'avons pas d'ambitions de consolidation dans l'industrie laitière contrairement à Saputo, qui est devenue une grande entreprise nationale », a commenté Geoffrey Wilson, vice-président principal de Weston, à l'agence de presse Thomson-Reuters.

En fait, Weston avait tenté de vendre sa filiale laitière en 2001, lors d'un recentrage de ses actifs dans la boulangerie industrielle et la grande distribution alimentaire.

Mais les offres pour Neilson Dairy obtenues après une sollicitation formelle furent jugées insuffisantes par les dirigeants de Weston.



PHOTO DAVID BOILY. ARCHIVES LA PRESSE

Neilson Dairy permettra à Saputo de faire sa place sur les étagères de lait des supermarchés.

Ils ont plutôt donné un coup de balai à la laiterie afin d'en rehausser la rentabilité,

Les investisseurs ont plutôt bien accueilli l'annonce de cette autre acquisition du géant laitier et fromager montréalais.

malgré son potentiel de croissance limité.

« Nous avons fait une bonne « job » au fil des ans pour rehausser les résultats de Neilson. L'offre

d'achat non sollicitée de la part de Saputo nous a été présentée à un bon moment », a dit Geoffrey Wilson, de Weston.

D'ailleurs, la firme de notation financière DBRS a vite accordé hier une bonne note à Weston pour cette transaction avec Saputo, d'autant qu'elle sera réglée au comptant dès la fin de novembre.

DBRS apprécie que Weston puisse recycler rapidement ces 465 millions comptants pour réduire sa dette et ses frais d'intérêt, en particulier un lot de 250 millions en titres de dette qui arrivent à échéance en février prochain.

HEC MONTRÉAL

Formation des cadres et des dirigeants

Séminaires

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/

Passer de patron à coach : le défi des gestionnaires

27 et 28 novembre 2008 - 9 h à 17 h

Alain Gosselin (M. Sc. gestion, HEC Montréal; Ph. D. Human Resource Management) est professeur titulaire en gestion des ressources humaines à HEC Montréal. Il est également directeur associé à la Formation des cadres et des dirigeants.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/gsp.htm

Le service à la clientèle : stratégie et mise en œuvre

2 et 3 décembre 2008 - 9 h à 17 h

Robert Desormeaux (L. Sc. Comm., HEC Montréal; Ph. D. marketing) est professeur agrégé et directeur du Service de l'enseignement du marketing à HEC Montréal.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/sc.htm

Conflits et problèmes au travail : comment maîtriser ces situations ?

26, 27 et 28 novembre 2008 - 9 h à 17 h

François Boulard (M. Ps. psychologie industrielle et organisationnelle) est conseiller auprès de nombreux organismes des secteurs public, parapublic et privé et chargé de cours à HEC Montréal.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/rsp.htm

La gestion de projets : approche, méthodologie et outils

26, 27 et 28 novembre 2008 - 8 h 30 à 17 h 30

Daniel Carroué (CRHA; MBA) est président d'un cabinet de consultants œuvrant principalement sur des projets de développement organisationnel.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/gp.htm

Pensez mieux avec « Les six chapeaux » d'Edward de Bono

28 novembre 2008 - 9 h à 17 h

Eugène Roditi (B. Eng.) est conseiller en leadership, créativité et planification stratégique.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/pmsc.htm

Sessions en entreprise : aucune formation spécifique dans le domaine n'est exigée.

Ces programmes peuvent être adaptés et offerts pour un groupe de votre organisation.



AVIS

800

801 AVIS LÉGAUX

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
Avis est par les présentes donné qu'à la suite du décès du **Docteur LAURENT LAMER**, en son vivant domicilié au 2245, chemin Fleming, ville Mont-Royal (Québec) H3P 2N2, survenu le 8 juin 2008, un inventaire des biens du défunt a été préparé par la liquidatrice successorale, la Société de fiducie privée MD le 15 octobre 2008, conformément à la loi.

Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, au bureau du mandataire de la liquidatrice successorale, soit la Société de la Fiducie privée MD a/s Me Martine Desrosiers, au #650 - 1000 de la Gauchetière Ouest, Montréal (Québec) H3B 4W5.

Donné à Montréal, ce 15 octobre 2008

Société de fiducie privée MD, liquidatrice de la succession.

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

AVIS PUBLIC
AVIS DE TRANSFERT DE DOSSIERS MÉDICAUX
Avis est donné par la présente que les dossiers médicaux du Dr Laurent Lamer, décédé le 8 juin 2008, ont été transmis au Docteur Isabelle Hardy en date du 20 octobre 2008, laquelle agit en tant que cessionnaire. Pour obtenir une copie de votre dossier médical ou pour le faire transférer à votre nouveau médecin, veuillez vous adresser au Docteur Isabelle Hardy au C.P. 54018, Centre Rockland, ville Mont-Royal, Québec H3P 3H4

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **9119-2807 QUÉBEC INC** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.
À Asbestos, le 21 octobre 2008
Me Serge Chagnon, notaire

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **PLACEMENTS HUPPÉ ET CLOUTIER INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
À Asbestos, le 21 octobre 2008
Me Serge Chagnon, notaire

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **SERGE WAGNER CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Paul Rioux, CA

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **SALON REJEANNE ET SERGE INC** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
À Asbestos, le 21 octobre 2008
Me Serge Chagnon, notaire

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **LE RENDEZ-VOUS DES ECONOMES L & B INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
À Asbestos, le 21 octobre 2008
Me Serge Chagnon, notaire

PRENEZ AVIS que la compagnie **9169-3184 QUÉBEC INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.
En date du 23 octobre 2008

Quebecor Nouveau réseau de téléphonie mobile

Nationalisme, emplois et bas prix

FRANCIS VAILLES

Les emplois, le patriotisme et les bas prix. Tels sont les trois éléments qu'a utilisés le PDG de Quebecor, Pierre Karl Péladeau, pour faire la promotion de son nouveau réseau de téléphonie sans fil.

D'ici la fin de 2009, la filiale Vidéotron offrira un nouveau service sans fil évolué. L'entreprise promet aux Québécois une technologie inégalée, soit un réseau qui permet une meilleure qualité de la voix, mais également une transmission plus rapide et plus importante des textes, photos et vidéos.

Pour offrir du contenu original, Pierre Karl Péladeau devra toutefois s'entendre, entre autres, avec les employés de son navire amiral, le *Journal de Montréal*. Les négociations en vue du renouvellement de la convention collective des journalistes débutent la semaine prochaine. Le contenu multiplateforme est au cœur des négociations (voir autre texte).

« La collectivité québécoise devrait se réjouir de cette annonce faite par une entreprise qui a son siège social ici, au Québec. »

Globalement, Quebecor prévoit investir 255 millions de dollars pour la construction et le lancement du réseau sans fil d'ici 12 à 18 mois. Cette somme s'ajoute aux 555 millions que Vidéotron a misés, lors des enchères d'Industrie Canada, pour l'acquisition du spectre de diffusion et des 17 licences d'exploitation prévus pour son réseau.

Un tel investissement permettra la création de quelque 1000 emplois, une nouvelle rafraîchissante en ces temps de crise financière. Parmi ces postes, il est question d'une centaine d'ingénieurs et de 200 informaticiens. Le reste des emplois sera lié au marketing, au service à la clientèle et au centre d'appel. Aux 1000 emplois s'ajouteront ceux créés par les fournisseurs de Vidéotron pour le réseau, que l'entreprise estime à plusieurs centaines.

Patriotisme

Pierre Karl Péladeau a qualifié ce projet d'étape historique, parlant même des fondations d'un nouveau modèle d'affaires pour Quebecor Media et ses filiales. Pour l'homme d'affaires, les télécommunications

mobiles sont devenues un outil de développement économique, culturel et social.

« La collectivité québécoise devrait se réjouir de cette annonce faite par une entreprise qui a son siège social ici, au Québec (...) Les créateurs, les auteurs et les artistes d'ici pourront enfin trouver leur place sur les nouvelles plateformes de communication numérique et sans fil pour y explorer des nouveaux modes d'expression et contribuer de façon novatrice à la vitalité de notre culture. Une entreprise du Québec est certainement mieux placée pour saisir l'importance de notre culture et de son développement », a dit M. Péladeau durant son allocution d'ouverture à la conférence de presse.

Le réseau sans fil pourra éventuellement diffuser des nouvelles en temps réel sur le sport, l'économie ou le divertissement, a fait valoir Robert Dépatie, PDG de Vidéotron.

Le réseau permettra à l'entreprise de compléter son offre de service de télécommunications. En plus de la télévision par câble, de l'accès Internet et de la téléphonie filaire, Vidéotron pourra aussi offrir de la téléphonie sans fil évoluée par le truchement de son propre réseau. Actuellement, l'entreprise offre des services sans fil traditionnel, mais c'est grâce à une entente avec Rogers.

Des bas prix

Sans donner d'indication précise, Robert Dépatie a promis d'offrir à ses clients les meilleurs prix sur le marché, « une proposition économique, simple et transparente, c'est-à-dire sans frais cachés ».

Comme c'est le cas actuellement, les clients de Vidéotron bénéficieront de rabais s'ils utilisent plus d'un service. Le consommateur qui utiliserait les quatre services (télé, internet, téléphone filaire et téléphonie sans fil) aurait un maximum de rabais.

Vidéotron a choisi la société Nokia Siemens Networks comme fournisseur au cours des cinq prochaines années. La technologie utilisée est appelée HSDPA, soit une technologie évoluée (3,75G). Il s'agit de la même technologie que celle utilisée par Rogers et celle à laquelle se convertiront également Bell et Telus.

Question financement, Pierre Karl Péladeau n'est pas inquiet, malgré la crise. L'entreprise a émis pour 450 millions de dollars d'obligations en avril dernier et renouvelé récemment une marge de crédit de 450 à 600 millions jusqu'en 2012.



Le PDG de Vidéotron, Robert Dépatie, et celui de Quebecor, Pierre Karl Péladeau, ont annoncé hier un investissement de 255 millions dans la téléphonie mobile.

JOURNAL DE MONTRÉAL

La convergence au coeur des négos

FRANCIS VAILLES

Quebecor mise sur le contenu pour donner du muscle à son futur réseau sans fil. Or, le navire amiral de l'entreprise, le *Journal de Montréal*, est justement au début de négociations avec ses employés dont l'enjeu central est l'utilisation flexible des contenus sur diverses plateformes.

Les négociations pour le renouvellement de la convention collective débutent le mardi 28 octobre prochain. Aujourd'hui, à midi, le PDG de Quebecor, Pierre Karl Péladeau, vient présenter sa vision des médias et de la convergence à tous les employés du *Journal de Montréal*. Les employés ont reçu l'invitation ce lundi.

Durant son allocution, il sera sans doute question de l'investissement de 800 millions que fera Quebecor au cours des deux prochaines années dans un réseau sans fil, mais également des besoins de contenus divers à offrir aux consommateurs sur les réseaux.

L'invitation aux employés porte le titre: *La nouvelle réalité des médias et la vision de Quebecor: une rencontre avec Pierre-Karl Péladeau*. « Comme vous le savez, le monde des médias a évolué de façon spectaculaire au cours des dernières années, est-il écrit dans l'invitation. L'émergence des médias et des outils numériques est un exemple éloquent

de cette évolution. Or, le *Journal de Montréal*, comme les autres filiales de Quebecor, participent à cette mouvance qui change le quotidien des lecteurs, des téléspectateurs, des consommateurs et des annonceurs. Que sera la stratégie de Quebecor pour profiter au maximum de cette nouvelle réalité et conserver le leadership acquis au cours des dernières années? Pierre-Karl Péladeau, le

Les télécommunications, l'imprimé et le monde en ligne (seront) des plateformes entre lesquelles il sera possible de voyager avec une facilité inégalée. »

président et chef de la direction de Quebecor inc. a accepté de partager cette vision ».

Actuellement, la convention collective du *Journal* ne permet pas que les journalistes transmettent du contenu original sur l'internet ou sur une autre plateforme, nous indique Raynald Leblanc, président du Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal* (STIJM). Il n'existe pas non plus de site internet du

Journal de Montréal. Pour lancer un tel site, la direction doit en négocier les termes avec les employés. Les contenus du *Journal* peuvent être reproduits sur le portail Canoë, mais pas avant leur parution dans le *Journal*.

Selon un employé, le syndicat compte utiliser cet élément comme levier durant les négociations. Les deux parties s'affrontent quelques mois après la fin du long conflit qui a frappé le *Journal de Québec*.

Hier, en marge de la conférence de presse, Pierre Karl Péladeau a reconnu que l'utilisation des contenus sur de multiples plateformes fera partie des négociations pour le renouvellement de la convention collective, qui échoit le 31 décembre.

Son allocution d'introduction à la conférence de presse, qui portait sur le nouveau modèle d'affaires de Quebecor,

y faisait d'ailleurs allusion. « Tout comme le contenu des journaux pourra trouver sa place dans le monde virtuel, des créations purement numériques pourront aussi être accessibles sur des supports plus traditionnels. Les télécommunications, l'imprimé et le monde en ligne ne seront donc plus des territoires distincts et mutuellement exclusifs, mais des plateformes entre lesquelles il sera possible de voyager avec une facilité inégalée. »

SNC-Lavalin prêt à sauter dans le train du nucléaire

SNC

suite de la page 1

Pour le président et chef de la direction de SNC-Lavalin, le nucléaire est une industrie d'avenir, qui a été abandonnée par le gouvernement. « C'est la forme d'énergie qui a le moins d'impact sur l'environnement », souligne-t-il.

Quoiqu'il arrive avec EACL, le gouvernement doit continuer d'investir dans le nucléaire, estime Jacques Lamarre, parce que c'est un secteur qui peut contribuer énormément à l'économie canadienne. « C'est bon que le gouvernement réinvestisse dans le nucléaire. C'est une industrie du futur et ce serait dommage si on perdait ça au Canada. »

Le Canada est peut-être un petit acteur, mais au moins il existe. « Sans faire d'effort, le Canada a construit 10 à 15 % des centrales nucléaires dans le monde, illustre-t-il, alors s'il faisait un effort, c'est un secteur qui pourrait être un très gros contributeur sur le plan économique. »

Partout dans le monde, l'énergie nucléaire connaît une nouvelle popularité. En Ontario, où au moins deux autres centrales nucléaires seront construites et peut-être quatre, le gouvernement a choisi d'aller en appel d'offres. Ça veut dire que, pour la première fois, la technologie Candu et SNC-Lavalin devront faire face à la concurrence sur leur propre terrain. La société française Areva et l'américaine Westinghouse, entre autres, sont attirées par ce juteux contrat.

« Une vraie folie », s'exclame Jacques Lamarre, avant d'ajouter qu'il s'agit d'une boutade. Cela dit, l'ingénieur comprend

difficilement pourquoi le Canada ne favorise pas sa propre technologie, comme le font tous les pays du monde.

« Je crois que la meilleure façon pour un gouvernement de développer son économie, c'est par sa politique d'achat et

d'approvisionnement », dit-il. C'est comme ça partout dans le monde, selon lui, et SNC-Lavalin évite pour cette raison de faire des soumissions dans certains pays européens parce que l'entreprise sait qu'elle n'a aucune chance.

Jacques Lamarre ne s'en offusque pas. « C'est la vie », dit-il, philosophe. Au Québec, où Hydro-Québec s'apprête à revamper sa centrale nucléaire Gentilly-2 au coût de 2 milliards, SNC-Lavalin aura une bonne part du gâteau sans avoir à affronter la concurrence.

C'est une réfection et non la construction d'une nouvelle centrale, explique Jacques Lamarre. « On aura probablement un mandat d'assistance technique. »

À LIRE DEMAIN
La crise n'effraie pas SNC-Lavalin



Ils ont choisi le bon endroit... Miller Thomson Pouliot

Miller Thomson Pouliot a le plaisir d'annoncer que suite à la fusion avec l'important cabinet Braman Barbacki Moreau, les avocats Fred Braman, Bernard Moreau, Richard Barbacki, Daniela Villatora, Nathalie Marchand et Josée Pilon ont joint les rangs de notre bureau de Montréal.

L'arrivée de ces six avocats dynamiques et hautement respectés vient consolider notre expertise dans des domaines de pratique qui forment le cœur de nos activités, notamment dans le secteur de l'immobilier international ainsi que dans les domaines de la fiscalité, de la planification successorale, du droit du travail et de l'emploi et des litiges commerciaux.

Avec plus de 500 professionnels répartis dans neuf bureaux à travers le Canada, Miller Thomson Pouliot offre à ses clients une gamme complète de services juridiques hautement personnalisés.

MILLER THOMSON POULIOT SENCRL

Avocats, agents de brevets et de marques de commerce

www.millertthomsonpouliot.com
1.888.875.5210

AFFAIRES JURIDIQUES

Celui qui jongle avec la loi

René Khayat dirige le contentieux de 12 avocats du Cirque du Soleil, des juristes capables de jongler habilement avec les subtilités juridiques...

RENÉ LEWANDOWSKI
COLLABORATION SPÉCIALE

René Khayat n'a jamais fait de l'acrobatie. Jeune, il était pourtant tellement habile de ses mains qu'il a cru un temps devenir jongleur; encore aujourd'hui, il est capable de jongler des heures avec trois balles. Sauf qu'il n'a jamais réussi à tenir avec une quatrième balle. Il a donc très vite décidé de laisser tomber sa carrière d'artiste pour bifurquer vers le droit.

« Dans ce domaine, je suis capable de jongler avec 10 concepts à la fois! » dit, amusé, l'avocat de 45 ans, alors qu'il reçoit *La Presse* dans une salle de conférence, au nord de Montréal.

De toute façon, René Khayat a en quelque sorte l'occasion de vivre son rêve de jeunesse par procuration. Embauché en 1998 comme conseiller juridique du Cirque du Soleil, il en est depuis deux ans le vice-président, Affaires juridiques, le grand patron pour tout ce qui touche les aspects juridiques.

« Y'a rien de plus valorisant pour un avocat que de prendre part à un projet du début à la fin. »

Des jongleurs, il y en a des dizaines qui s'entraînent au siège social du Cirque du Soleil. Et il en a vu des centaines d'autres dans les spectacles que produit le Cirque un peu partout dans le monde.

René Khayat dirige une équipe de 12 avocats, un contentieux structuré comme un véritable cabinet, avec trois champs de spécialisation. Cinq avocats font du droit commercial, quatre de la propriété intellectuelle, et deux du droit corporatif (fiscalité, financement, etc.). Un avocat est aussi basé à Singapour pour veiller aux intérêts du Cirque en Asie où l'entreprise est très présente.

On imagine mal pourquoi le Cirque a besoin d'autant de juristes. Vrai que l'entreprise emploie plus de 3000 personnes, mais à quoi peuvent bien servir tous ces avocats?

« Ils ne chôment pas », assure René Khayat, dont le rôle principal est justement de veiller

à ce que personne ne manque de boulot. Il explique qu'avec les taux horaires que demandent aujourd'hui les cabinets privés, il est beaucoup plus rentable de faire le gros du travail juridique à l'interne – hormis les grandes transactions, dont les mandats juridiques sont confiés à des cabinets externes. Surtout, dit-il, ses avocats connaissent la spécificité de l'industrie, et sont capables de s'adapter à la réalité juridique du Cirque. « Dans ce domaine, on est mieux servi avec du sur-mesure qu'avec du prêt-à-porter. »

Des tonnes de contrats

En droit commercial, les avocats du Cirque conçoivent et négocient des contrats. Toute sorte de contrats. Il faut négocier l'utilisation et l'exploitation des sites de spectacles, les contrats avec les producteurs, les contrats d'approvisionnement, les contrats de commandite, les contrats avec les partenaires majeurs, comme par exemple avec Disney, à Orlando, où le Cirque produit un spectacle, ou encore avec Fuji, pour la présentation de spectacles au Japon.

Régulièrement, le grand patron fait ses valises pour finaliser lui-même les contrats. Il était à Las Vegas récemment et se rendra bientôt à Tokyo. Il prend aussi en charge les très gros dossiers, comme pour le spectacle des Beatles, par exemple, où il s'est occupé personnellement des négos.

Ce qu'il apprécie le plus c'est de participer à la naissance d'un projet jusqu'à sa conclusion finale. C'est lui qui a notamment négocié les ententes de principes pour le spectacle *Criss Angel Believe*. C'était il y a trois ans. Il y a quelques semaines encore, il finalisait à Las Vegas les derniers aspects du contrat et assistait à la première mondiale du spectacle.

« Y'a rien de plus valorisant pour un avocat que de prendre part à un projet du début à la fin », dit-il.

Le département de propriété intellectuelle (PI) est certainement l'un des plus importants et stratégiques. Car le Cirque, explique René Khayat, est fondé sur la propriété intellectuelle. « C'est notre plus gros actif », dit-il.

Le quatuor d'avocats en PI a en effet beaucoup de boulot. Un de leurs mandats est de concocter des contrats qui permettent au Cirque l'utilisation des droits de propriété intellectuelle, et ce, dans plusieurs juridictions. Ces droits appartiennent à l'origine à toutes sortes d'intervenants: les concepteurs de spectacles, leurs sous-traitants, les designers de costumes et de décors...

À cela, s'ajoute les contrats reliés aux produits dérivés:



PHOTO CAMIRAND 2006

Régulièrement, René Khayat fait ses valises pour finaliser lui-même les contrats du Cirque du Soleil. Il était à Las Vegas récemment et se rendra bientôt à Tokyo.

CD, DVD, T-shirts, ententes de distribution, etc.

S'il rêvait plus jeune de devenir jongleur, René Khayat n'avait toutefois jamais pensé travailler comme avocat au Cirque du Soleil. En fait, lorsqu'une amie

avocate le lui a proposé, il y a 10 ans, sa première réaction a été de dire non. « Moi, dans un cirque? Jamais! » a-t-il répondu. Mais après avoir rencontré les dirigeants et « jonglé » avec cette idée durant quelques mois, il a décidé

de tenter le coup. Et n'a jamais regretté sa décision...

.....
Vous avez des commentaires? Des questions? Des nouvelles sur la communauté juridique?
renewandowski@droit-inc.com

**Pas d'experts solitaires
Que des experts solidaires**

Les conseillers en **DROIT DES AFFAIRES** de **GOWLINGS** : une équipe aux idées novatrices, partenaire à part entière, motivée par votre réussite.

Droit des affaires • Litige • Propriété intellectuelle



Avocats | Agents de brevets et de marques de commerce

L'intelligence des idées

gowlings.com

Montréal | Ottawa | Toronto | Hamilton | Région de Waterloo | Calgary | Vancouver | Moscou | Londres

Le huard plonge sous les 80 cents

STÉPHANE PAQUET

Le Nostradamus qui aurait prédit ça au début du mois aurait été amené au bûcher. Hier, c'est pourtant devenu réalité: le dollar canadien a plongé sous les 80 cents US. Et les signes que la saignée est terminée sont bien rares.

À 16 h hier, le huard, qui valait 1,09 \$US il y a moins d'un an, n'achetait plus que 79,70 cents US. Appelons ça une très forte plongée.

En fait, en octobre seulement, il a perdu quelque 15% face au billet vert. Notre palmipède se dirige donc vers sa pire plongée mensuelle depuis au moins 1971, alors que l'agence financière Bloomberg a commencé à compiler de telles données.

« Tant qu'il n'y a pas de retour à la confiance sur les marchés boursiers – et j'inclus les commodités là-dedans – le dollar canadien va continuer à se déprécier », indique Dominic Brodeur, directeur principal, pupitre des devises, à la

Financière Banque Nationale. « Si on ferme en bas de 80 cents US, ça pourrait continuer », disait pour sa part en milieu de journée Guy Phaneuf, directeur du côté des instruments de dette chez BMO marchés des capitaux.

Le dollar canadien n'est pas seul dans sa chute. « Ce matin, c'est un peu la folie sur toutes les devises », a écrit hier à ses clients le spécialiste des devises à la Banque Laurentienne, François Barrière.

Et il y va d'une petite liste de dépréciations depuis le 15 juillet, toutes face à un billet vert gonflé à l'hélium. L'Australie, le Brésil, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, la Norvège... tous ces pays ont vu leur monnaie fléchir d'environ 30% depuis la mi-juillet. La perte du huard, elle, tourne autour de 20%.

Ces variations affectent suffisamment les devises de petits pays pour que le premier ministre suédois envisage de troquer la couronne suédoise contre l'euro.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

À 16 h hier, le huard, qui valait 1,09 \$US il y a moins d'un an, n'achetait plus que 79,70 cents US.

Quatre facteurs pour comprendre le jeu des devises

La chute des matières premières

On a beau bomber le torse et affirmer que le Canada a une économie de services, la valeur du dollar canadien dépend encore beaucoup du prix des matières premières que l'on exporte. Et hier, le baril de pétrole a poursuivi sa chute, finissant la journée à 66,75 \$US, soit moins de la moitié de son sommet de juillet. Les autres ressources voient leurs prix fondre aussi à cause du ralentissement mondial. Même l'or a perdu 32,80 \$US à 733,30 \$US l'once hier. « Ça s'arrête où? se demande M. Barrière. Si la planète est en récession, les Chinois vont vendre à qui? »

Le commentaire de la Banque du Canada

La Banque du Canada a beau avoir baissé ses taux de seulement 25 centièmes mardi, le ton de son commentaire ne faisait pas de doute: des réductions de taux, il y en aura d'autres. En réduisant sa cible de croissance prévue à 0,6% pour 2008 et 2009, la Banque a précisé que la croissance et l'inflation « sont maintenant

entachés d'une plus grande incertitude qu'à l'accoutumée ». Le marché aime la croissance et fuit l'incertitude.

Les États-Unis comme refuge

Deux choses se passent ici. D'abord, note François Barrière, « nombreuses sont les filiales étrangères qui essayent de remonter le plus d'argent vers la maison mère américaine. » Autrement dit, les filiales qui ont des actifs libellés en euro ou autres devises les échangent contre des dollars US. Les fonds de couverture (hedge funds) rachètent aussi des dollars US pour faire face à leurs obligations financières aux États-Unis.

Mais il y a plus, note Guy Phaneuf, de BMO marchés des capitaux. Le dollar US, quoi qu'on puisse penser de l'état de l'économie américaine, demeure la valeur refuge en cas de tempête. « Le dollar canadien est perçu comme une devise de second ordre », constate-t-il.

Dans les tempêtes comme celle qu'on traverse, les investisseurs veulent des fonds qu'ils pourront liquider rapidement

quand ils en auront besoin, sans crainte de trop perdre. « Le plus liquide, c'est le marché US », dit-il encore.

Les « carry trades » japonais

Vient enfin un dernier facteur, plus complexe: les « carry trades » japonais, ce qui explique que le yen progresse lui aussi contre les autres devises. Ces dernières années, les institutions financières ont profité de très bas d'intérêt au Japon pour y faire des emprunts. Cet argent était ensuite replacé dans des pays où le rendement est plus élevé. Ces dernières semaines, ces mêmes devises dans des pays où le rendement était supérieur sont devenues moins sûres. On les vend donc pour retrouver la stabilité du yen. Ce sont les « carry trades » à l'envers. « Ils vont fermer toutes les positions encore actives sur les marchés qui ont été financées par le Japon », explique Dominic Brodeur, de la Financière Banque Nationale.

– Stéphane Paquet

COMMERCE DE DÉTAIL

Fin de la vague des investissements

LAURIER CLOUTIER

Les commerces vont devoir encore rénover pour battre la concurrence, mais la vague des investissements amorcée depuis 2000 est terminée.

La récession appréhendée et le plafonnement des ventes au détail n'arrêteront toutefois pas ceux qui veulent bâtir des géants dans les chaînes de pharmacies.

Voilà entre autres ce qui va marquer la prochaine année dans le commerce, selon une étude de Joëlle Noreau, économiste principale de Desjardins. Le document dresse le portrait de ce secteur méconnu, malgré ses 650 000 employés répartis dans 40 000 entreprises, et perturbé notamment par la hausse du prix de l'essence et les dettes des ménages.

Statistique Canada a par ailleurs dévoilé hier que les ventes au détail ont baissé de 0,3% au pays en août dernier, à 35,9 milliards, principalement en raison du secteur automobile. Le courtier Scotia Capital a rabaisé de 11% ses prévisions de profits annuels des détaillants.

Investissements débridés

Depuis 2000, la moyenne annuelle des investissements a atteint au Québec 933,5 millions chez les grossistes et près de 1,4 milliard chez les détaillants. « En 2009, ce sera plus difficile de soutenir de tels investissements », déclare à *La Presse Affaires* Joëlle Noreau. « Après la vague d'investissements soutenue, sinon débridée, les commerçants vont devoir davantage concentrer les efforts sur la préservation de leurs acquis », ajoute l'économiste de Desjardins.

« La tendance des investissements risque de changer, sauf pour des projets spéciaux », renchérit Jacques Nantel, spécialiste du commerce de détail, professeur et secrétaire général de HEC Montréal.

Titans de la pharmacie

La concentration devrait s'accroître dans la pharmacie. « On verra naître des titans de la

pharmacie, semblables à ceux qu'on a créés dans l'alimentation et la quincaillerie », souligne Joëlle Noreau. Deux ou trois géants se sont en effet détachés du peloton dans l'alimentation

« La pharmacie sera un des secteurs les moins affectés par la récession, mais elle connaîtra sans doute une concentration. »

(Loblaw-Provigo, Sobey-IGA et Metro) au cours des années 1990, et dans la quincaillerie (Rona-Réno-Dépôt, Home Depot) après 2000.

« On voit d'ailleurs déjà des pharmacies grossir à vue d'œil », note l'économiste, dont des Jean Coudu et des Pharmaprix.

Surtout, le grossiste McKesson, un des leaders mondiaux du secteur, a acheté la bannière Proxim (ex-Essaim), l'été dernier, et tenterait aussi d'attirer Uniprix dans son giron, dit-elle.

« La pharmacie sera un des secteurs les moins affectés par la récession, mais elle connaîtra sans doute une concentration », ajoute Jacques Nantel. Dans l'alimentation, il reste des investissements à faire, mais dans la quincaillerie, le travail est fait,

dit-il. Il faut garder au moins deux concurrents.

Des chaînes américaines et européennes (H & M, Zara, Mango) ont déjà débarqué au Québec et d'autres viendront, estime tout de même Joëlle Noreau. Elles tiendront cependant compte de la croissance limitée du marché (population, dépenses). Leur arrivée pourra faire mal à des concurrents, mais des indépendants vont tout faire pour fidéliser leur clientèle.

Certains vont devoir déclarer forfait, selon Joëlle Noreau; d'autres vont passer aux fusions et acquisitions, dit Jacques Nantel.

Par ailleurs, les baby-boomers en particulier, mais aussi les autres clients avec des budgets

grugés par l'essence, vont concentrer davantage leurs achats, pour rouler moins et trouver un meilleur rapport qualité-prix.

« La consommation deviendra plus raisonnée que débridée », lance Joëlle Noreau.

« Ce ne sera pas un épiphénomène » en outre, selon Jacques Nantel. « Le prix le plus bas ne sera pas l'unique critère d'achat », dit l'économiste.

Joëlle Noreau ne prévoit « pas un krach de ventes au détail, mais un rythme de croissance beaucoup plus lent ». La concentration des achats pourra favoriser des artères commerciales dynamiques, mais aussi des centres commerciaux et des centres style de vie (lifestyle centres) avec une bonne ligne de biens et de services regroupés.

Jean-Sébastien Dugas
Montréal

COMPÉTENCES, EXPÉRIENCE, SUCCÈS!

Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L. (FMC), accueille à son bureau de Montréal, Jean-Sébastien Dugas à titre d'associé au sein de son groupe national des services financiers. Au cours des dix dernières années, Jean-Sébastien a joué un rôle clé dans un grand nombre de transactions bancaires et d'opérations de financement. Ses compétences reconnues et sa grande expérience en finances viennent renforcer l'équipe du cabinet. Grâce à des avocats de la trempe de Jean-Sébastien, FMC offre à ses clients des services-conseils stratégiques qui répondent à leurs besoins, notamment dans le contexte actuel des marchés internationaux. Avec plus de 500 avocats, six bureaux au Canada et un à New York, FMC est l'un des plus importants cabinets d'avocats canadiens en droit des affaires et en litige.

FRASER MILNER CASGRAIN S.E.N.C.R.L.
PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR

MONTRÉAL • OTTAWA • TORONTO • EDMONTON • CALGARY • VANCOUVER • NEW YORK

LA PRESSE AFFAIRES

Les profits de Boeing s'effondrent

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — L'avionneur américain Boeing a annoncé hier un bénéfice net au troisième trimestre en baisse de 38 %, un peu en deçà des attentes du marché, sous l'effet d'une grève menée depuis le début de septembre par ses mécaniciens, qui a ralenti ses livraisons d'avions civils.

Boeing a enregistré un bénéfice net de 695 millions US au troisième trimestre, comparativement plus de 1,1 milliard US un an plus tôt. Rapporté par action, mesure de référence pour les analystes, ce bénéfice

représente 96 cents US, par rapport à 98 cents US prévus par le marché.

Grève des mécaniciens

Ce bénéfice « reflète les difficultés actuelles liées à la grève

Le bénéfice « reflète les difficultés actuelles liées à la grève des mécaniciens mais aussi des problèmes avec des fournisseurs pour certains avions de ligne ».

des mécaniciens, mais aussi des problèmes avec des fournisseurs pour certains avions

de ligne », a indiqué Boeing dans un communiqué.

Depuis le 6 septembre, les 27 000 mécaniciens de Boeing sont en grève, soit environ 16 % des effectifs, principalement autour de Seattle, où sont

massées les principales usines du groupe dans l'aviation civile. Lundi, syndicat et direction ont

annoncé qu'ils allaient reprendre aujourd'hui leurs négociations, alors que le dialogue portant sur le renouvellement d'un contrat salarial pluriannuel était interrompu depuis le début d'octobre.

Boeing a indiqué avoir livré 35 appareils de moins que prévu au troisième trimestre avec la fourniture de 84 avions, après 115 au premier et 125 au deuxième.

Revenus en baisse

Les revenus de Boeing ont été rognés pour les mêmes raisons, mais cela a été compensé

partiellement par les bonnes performances de l'avionneur dans sa filiale de défense: le chiffre d'affaires global ressort au final en baisse de 7 %, à 15,3 milliards US, ce qui est mieux que les 14,6 milliards US envisagés par le marché.

Compte tenu des incertitudes sur le front social, Boeing a indiqué qu'il fera un point sur ses perspectives financières et sur l'impact subi par sa filiale d'aviation civile une fois le mouvement de grève terminé.

Le titre de l'entreprise a perdu 7,5 % hier à la Bourse de New York, dans un marché baissier, pour clôturer à 42,91 \$US.



COLLÈGE DES ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS

Nos administrateurs de sociétés certifiés - ASC 2008

Nous certifions leur excellence



Frédéric Bélanger Administrateur de sociétés	France Bilodeau Aon Conseil	Céline Blanchet OmerDeSerres Inc.	Patrice Bloch INDEPENDIA (France)	Claude Blouin Emploi-Québec	Louis Bolduc TUAC - FTQ	Pierre Bonin Symetrix	Gérard Bourassa Administrateur de sociétés
Chantal Brunet Innovatech Québec	Nancy Chamberland Administratrice de sociétés	Guy Charette Caisse de dépôt et placement du Québec	Louise Charette Expert-conseil, gouvernance et caisses de retraite	Louise Charette Administratrice de sociétés	Michel Clair Groupe Santé Sedna	Catherine Claveau Daignault & associé, avocats	Martine Corriveau-Gougeon Gestion Corriveau-Gougeon
Réjean Dancause Groupe Dancause et Associés	Daniel Deslauriers Médecin spécialiste et administrateur de sociétés	Danielle Despots Ministère de la Famille et des Aînés	François Désy Consultant et administrateur de sociétés	Sylvie Drouin Avocate et administratrice de sociétés	Louis Ducharme Atelier Nautique Richelieu	Jocelyn Fortier Société des traversiers du Québec	Bruno Fortin Fortin Gagnard Groupe Conseil
Louis-Marie Garant Administrateur de sociétés	Ève Giard Caisse de dépôt et placement du Québec	Claude Gilbert Corporation d'hébergement du Québec	Marc Giroux Régie de l'assurance maladie du Québec	Lucie Godbout Association des cadres scolaires du Québec	Jean-Luc Gravel Caisse de dépôt et placement du Québec	Pierre Hamel Administrateur de sociétés	Francine Jacques Régie de l'assurance maladie du Québec
Chislaine Laberge Administratrice de sociétés	Lise Lambert Commission des transports du Québec	Monique Landry Banque CIBC	René Langlois Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec	Marie-Christine Larouche Fonds de dotation santé Jonquière	Marie Leahey Fédération québécoise des organismes communautaires Famille	Serge LeBel BCF, avocats, agents de brevets et de marques	Roch Leblanc Produits American Biltrite Ltée
Gabriel Marchand Société générale des syndicats du Québec	Luc Martin Centrale des entrepreneurs généraux du Québec	Jude Martineau Corporation des assurances générales du Québec	Suzanne Masson Caisse de dépôt et placement du Québec	Younes Mihoubi Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Jean Morin Morin Simard	Gilles Mourette SSQ Société d'assurances générales	Marie Hélène Noiseux ESG UQAM
Mimi Pontbriand Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Hughes T. Poulin Société Urbim	Nathalie Pratte Groupe Conseil Envirostratégies	Louise Rochette Société de transport de Lévis	André Roseberry Rasakti	Pierre Roy Services Québec	Cécile Saint-Pierre Régie des rentes du Québec	Michel Sanschagrin Administrateur de sociétés
Pierre Shedleur Société générale de financement du Québec	Guy Simard Régie de l'assurance maladie du Québec	Sylvie St-Onge HEC Montréal	Yvon Tessier SITO - Caisse de dépôt et placement du Québec	Gaëtan Thériault Commission des normes du travail	Paul Turcot Gestion de placements Eterna	Céline Vachon Les Conseillers Stratèges	Jean Vaillancourt Desjardins Groupe d'assurances générales
Roxane Vézina CREACOR	Carl Viel Pôle Québec Chaudière-Appalaches						

Le Directors College de l'Université McMaster et le Collège des administrateurs de sociétés de l'Université Laval reconnaissent l'équivalence de leurs programmes de certification en gouvernance et leurs désignations, Chartered director (C. Dir.) et Administrateur de sociétés certifié (ASC), confèrent aux diplômés une désignation pancanadienne reconnue.

PROCHAINES FORMATIONS

~ Rôles et responsabilités des administrateurs
Montréal: 6, 7 et 8 novembre 2008
Québec: 5, 6 et 7 février 2009

~ Gouvernance des caisses de retraite
Montréal: 6, 7 et 8 novembre 2008

~ Gouvernance et services financiers
Québec: 13, 14 et 15 novembre 2008
Montréal: 30 avril, 1^{er} et 2 mai 2009

INFORMATION ET INSCRIPTION

418 656-2630 www.cas.ulaval.ca

Airbus va aider ses clients à financer leurs achats

AGENCE FRANCE-PRESSE

TOULOUSE — Airbus va aider ses clients à financer leurs commandes d'avions en 2009 s'ils ont des difficultés à trouver des crédits bancaires, a indiqué hier à l'AFP le directeur général de l'avionneur européen Fabrice Brégier, confirmant une information du *Financial Times*.

Interrogé en marge d'une cérémonie de remise de

diplômes à l'école supérieure de commerce de Toulouse, M. Brégier a toutefois refusé de confirmer le chiffre de « 2 milliards d'euros en 2009 », avancé mercredi par le quotidien d'affaires britannique, qui évoquait un « doublement ». « Je ne sais d'où ils sortent ce chiffre », a-t-il déclaré.

Selon Fabrice Brégier, « il y a pas mal d'entreprises qui continuent à avoir besoin des avions

et qui ont des difficultés à boucler leur tour de financement (...) L'idée est de voir comment en accompagner certaines de façon temporaire ».

« Nous ne sommes pas des banques, nous n'allons pas nous substituer à elles, mais nous pouvons participer à une partie du montage financier », a souligné le directeur général d'Airbus. Il n'y a plus d'argent sur le marché, mais les banques

savent qu'elle financent un bien qu'elles pourront remettre sur le marché. Lorsque la crise financière sera passée, il y aura de l'argent pour financer des avions plus que pour des opérations beaucoup plus spéculatives », a-t-il estimé.

« Nous avons déjà fait du financement de vente après le 11 septembre 2001, pour maintenir un niveau correct en soutenant nos clients. Il y a eu

18 mois difficiles, mais on a pu revendre ensuite nos créances, nous n'avons pas perdu d'argent, ce n'était pas de l'argent mal placé », a-t-il rappelé.

Déraisonnable

Évoquant la décision d'Airbus il y a une semaine de plafonner à 36 avions la production mensuelle des moyen-courriers A320, au lieu de monter à 40 comme prévu, M. Brégier a expliqué: « Ce serait déraisonnable d'engager toute la *supply chain* (chaîne d'approvisionnement) sur 40 avions par mois compte tenu du contexte ».

Cette « mesure de prudence » n'est pas motivée par des annulations de commandes, a-t-il ajouté, tout en faisant état de « quelques difficultés déjà de quelques compagnies aériennes sur les marchés des États-Unis et de l'Inde ».

C'est impossible de tout faire seul, même pour un téléphone intelligent. Il peut être encore plus efficace grâce au réseau le plus rapide et le plus vaste à travers l'Amérique du Nord⁽¹⁾. Pour plus de détails ou pour consulter notre vaste gamme de téléphones intelligents 3G, visitez bell.ca/telephonesintelligents ou un magasin Bell ou encore composez le 1 888 4-MOBILE.

15 \$/MOIS

Courriel illimité et messagerie instantanée²



BlackBerry^{MD} 8830
World Edition



BlackBerry^{MD}
Curve^{MC} 8330



HTC Touch Dual^{MC}

Quand son téléphone et son réseau s'entendent bien ensemble

la vie est **Bell**

LA PRESSE AFFAIRES

OPEP

Ménager les producteurs et les consommateurs

AGENCE FRANCE-PRESSE

VIENNE — Le président de l'OPEP, l'Algérien Chakib Khelil, a affirmé hier, deux jours avant une réunion d'urgence du cartel, qu'une baisse de production de pétrole devrait ménager les intérêts des pays producteurs mais aussi des consommateurs, touchés par la crise financière.

«L'un de nos objectifs est de ne pas affecter les pays déjà touchés par la crise financière, mais nous ne voudrions pas non plus que nos pays soient affectés par les prix bas» du baril de pétrole, a-t-il déclaré à son arrivée dans la capitale autrichienne.

«Il faut prendre en compte les intérêts des pays consommateurs mais aussi des pays producteurs», a ajouté le président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), par ailleurs ministre algérien de l'Énergie et des Mines.

L'OPEP tient une réunion d'urgence demain et devrait nettement réduire sa production pour tenter de stopper la baisse des prix.

En l'espace de trois mois et demi, les prix du pétrole ont perdu plus de la moitié de leur valeur. D'un record de 147,50\$US en juillet, ils sont tombés sous 67\$US hier à New York, leur niveau le plus bas depuis mai



PHOTO VLADIMIR WEISS, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

Le président de l'OPEP, l'Algérien Chakib Khelil, a exprimé le souhait que des producteurs non-OPEP, comme la Russie, la Norvège ou le Mexique, participent à l'effort de réduction de l'offre pétrolière.

2007. Voyant leurs revenus fondre, les membres de l'OPEP, qui produisaient à la fin de septembre 32,16 millions de barils par jour (mbj), d'après l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), ont décidé d'avancer

de trois semaines une réunion extraordinaire initialement fixée au 18 novembre.

Le cartel veut empêcher un trop grand surplus d'offre de se constituer. «Les stocks sont très élevés, il y a un excédent

de production», et «certains d'entre nous ne parviennent pas à vendre leur brut», a affirmé ainsi M. Khelil, se gardant toutefois de chiffrer la baisse de production qu'il juge souhaitable.

Samedi dernier, il avait plaidé en faveur d'une baisse «importante». «Si la réduction de la production de pétrole doit être 1,5 million de barils par jour, ce sera 1,5 million de barils, si c'est 2 millions de barils par jour, ce sera 2 millions de barils», avait-il déclaré à Alger.

Les ministres libyen et qatari ont prôné une baisse d'au moins 1 mbj, leur homologue iranien plaidant en faveur d'une réduction de 2 à 2,5 mbj.

Le président du cartel a par ailleurs exprimé encore le souhait, qu'il avait déjà formulé en début de semaine, que des producteurs non-OPEP, comme la Russie, la Norvège ou le Mexique, participent à l'effort de réduction de l'offre pétrolière.

«Il n'y a pas que l'OPEP, a-t-il souligné, rappelant que «l'OPEP, c'est 40 %, le reste c'est 60 % (de la production mondiale)».

«J'espère que d'autres pays vont contribuer (à la réduction de l'offre), je suis sûr (qu'ils vont le faire), ils ont intérêt à le faire», a-t-il poursuivi.

Pour sa part, le secrétaire général de l'OPEP, Abdallah El-Badri, qui représente la voix officielle du cartel, a indiqué mardi à Moscou, lors d'une rencontre avec le président russe, Dmitri Medvedev, qu'il ne demanderait pas à Moscou de réduire sa production de pétrole.

Le pétrole à son plus bas niveau depuis juin 2007

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Les prix du pétrole ont de nouveau dégringolé hier à New York, plombés par les craintes d'un effondrement de la demande mondiale, confortées par l'annonce d'une forte hausse des stocks pétroliers aux États-Unis, à deux jours d'une réunion cruciale de l'OPEP.

Sur le New York Mercantile Exchange, le baril de *light sweet crude* pour livraison en décembre a fini à 66,75\$US, en baisse de 5,43\$US par rapport à la clôture de mardi. Il est tombé en séance à 66,20\$US, un niveau plus vu depuis le 14 juin 2007. À Londres, le baril de Brent de la mer du Nord à échéance identique a perdu 5,20\$US, à 64,52\$US. Il est passé sous les 65\$US, touchant 63,96\$US, un plus bas depuis le 7 mai 2007.

Les participants «sont inquiets de voir la demande chuter, vu que les États-Unis et

l'Europe vont probablement subir une détérioration de l'économie plus profonde qu'attendu», a expliqué Bart Melek, de BMO Marchés des capitaux.

Alimentant ces craintes, le rapport hebdomadaire du département américain de l'Énergie (DOE) a montré que «la demande s'effondre aux États-Unis», a ajouté l'analyste. Sur les quatre dernières semaines, les Américains ont en effet consommé 18,7 millions de barils par jour de produits pétroliers, en baisse de 8,5 % comparé à un an plus tôt.

Et les stocks de produits pétroliers ont progressé bien plus que prévu l'an dernier aux États-Unis: +3,2 millions de barils pour ceux de brut, +2,7 millions pour ceux d'essence. Les produits distillés, particulièrement observés à l'approche de l'hiver, synonyme d'augmentation de la consommation de fioul de chauffage, ont augmenté de 2,2 millions de barils.

PRÊTS POUR LE 4 NOVEMBRE?

« Pour comprendre l'importance historique de cette élection, il faut comprendre le système politique américain dans son passé, son évolution, sa complexité. Quand on referme le livre, on est fin prêt pour le 4 novembre. C'est simple, clair, instructif. »

André Pratte, éditorialiste en chef, *La Presse*

Offert en librairie et sur librairie.cyberpresse.ca

LES ÉDITIONS VOIX PARALLÈLES

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

Du cœur à l'ouvrage

27 AU 31 OCTOBRE 2008 SEMAINE DES ENTREPRISES D'INSERTION

www.collectif.qc.ca

COLLECTIF

Collectif des entreprises d'insertion du Québec

- ▶ **46 entreprises d'insertion** à vocation sociale réparties dans 12 régions du Québec
- ▶ **2700 personnes formées** annuellement en milieu de travail réel dans 66 domaines d'apprentissage
- ▶ **Une main-d'œuvre de qualité :** Des travailleurs compétents aptes à affronter la réalité du marché de l'emploi

Assistez au lancement Collectif

Le lundi 27 octobre à midi, au Complexe Desjardins de Montréal

Visitez les kiosques des entreprises d'insertion entre midi et 18 h

Un moyen reconnu pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion

La Semaine des entreprises d'insertion est rendue possible grâce à :

Québec, Desjardins Caisse d'économie solidaire, Hydro Québec

Avis public

Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE

Commission de la présidence du conseil

Adoption des recommandations de la commission sur les conseils consultatifs, l'ombudsman et l'Office de consultation publique

La commission a procédé le printemps dernier à l'étude publique des rapports annuels de trois conseils consultatifs: le Conseil jeunesse de Montréal, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil des Montréalaises. La commission a également étudié les rapports annuels de l'ombudsman et de l'Office de consultation publique de Montréal. À la suite de cette étude, la commission adoptera ses recommandations sur le sujet.

DATE : JEUDI 6 NOVEMBRE 2008, à 18h

ENDROIT : Salle du conseil de l'hôtel de ville - 275, rue Notre-Dame Est Métro Champ-de-Mars www.stm.info

Les personnes à mobilité réduite accèdent à l'édifice par la porte du côté ouest (place Vauquelin).

La salle est équipée d'un système d'aide à l'audition. Pour y avoir accès, il suffit de s'yntoniser la fréquence 100,3 sur la bande FM de votre baladeur. De plus, un service d'interprétation pour les personnes ayant des limitations auditives peut être offert sur demande, sous réserve de la disponibilité d'interprètes.

Les personnes qui désirent participer à la période de questions et de commentaires du public sont priées de s'inscrire au cours des 30 minutes précédant la séance. Les personnes ou les groupes qui souhaitent s'inscrire à l'avance sont priés de communiquer avec la Direction du greffe.

Renseignements :
Direction du greffe
Division du soutien aux commissions et suivi
275, rue Notre-Dame Est, R-134
Montréal, QC, H2Y 1C6
Téléphone : 514 872-3770
Télécopieur : 514 872-5655
commissions@ville.montreal.qc.ca

Appels d'offres

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, Montréal H2Y 1C6, pour

Catégorie : Biens et services

Appel d'offres : 1762-AE

Descriptif : Fourniture et installation d'un système de dépoussiérage à l'atelier de menuiserie de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Date d'ouverture : 12 novembre 2008

Dépôt de garantie : Chèque visé de 10 000 \$ ou un cautionnement de 20 000 \$

Visite des soumissionnaires : 30 octobre 2008, 10 h, à l'adresse ci-dessous

Appel d'offres : 1679-AE

Descriptif : Travaux de remise à neuf du réfractaire de l'incinérateur n° 2, d'une partie de sa gaine des gaz et de son unité de postcombustion à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Date d'ouverture : 12 novembre 2008

Dépôt de garantie : Chèque visé de 20 000 \$ ou un cautionnement de 40 000 \$

Visite des soumissionnaires : 29 octobre 2008, 10 h, à l'adresse ci-dessous

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 23 octobre 2008 au Service des infrastructures, transport et environnement Direction de l'épuration des eaux usées, au 12001, boul. Maurice-Duplessis, Montréal H1C 1V3, entre 8 h 30 et 16 h. Un paiement de 40 \$ non remboursable sera demandé pour chaque appel d'offres.

Renseignements :
Claude Meunier 514 280-4418

Vente du cahier des charges
Téléphone : 514-280-4400
Télécopieur : 514-280-4387

Tout paiement doit être fait au comptant ou sous forme de chèque certifié à l'ordre de : **Ville de Montréal.**

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés par la Ville et transmise dans l'enveloppe prévue à cette fin.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 23 octobre 2008

Le greffier de la Ville
Me Yves Saindon

La déconfiture financière américaine inquiète la Chine

ASSOCIATED PRESS

PÉKIN — La Chine, détentrice de centaines de milliards en bons du Trésor américains, s'inquiète de la déconfiture du système financier américain. Le président Hu Jintao s'en est inquiété dans une nouvelle conversation téléphonique avec son homologue George W. Bush, a rapporté la presse officielle chinoise d'hier.

La Chine a pris un nombre croissant de mesures de stimulation de la croissance: ses exportations, cruciales, souffrent de la situation aux États-Unis et en Europe, et la croissance chinoise,

exponentielle ces derniers temps, n'était que de 9% au dernier trimestre, soit son rythme le plus faible depuis cinq ans.

Une aggravation de la situation, des licenciements et des baisses

Selon l'agence Chine nouvelle, Hu a exprimé à Bush mardi soir son espoir que les mesures de stabilisation prises par Washington «fassent effet le plus vite possible, restaurent

expliqué aux participants d'un forum Asie-Europe d'hommes d'affaires que tous les pays devaient «augmenter le dialogue financier pour faciliter les réformes financières internationales et renforcer la capacité à faire face au risque».

De son côté, le ministère des Affaires étrangères a rappelé que la crise financière serait au cœur du sommet de l'ASEM (forum Asie-Europe) qui s'ouvre demain à Pékin. Selon son porte-parole, elle sera la «plateforme idéale» pour tenter de trouver des solutions à la crise.

Les autorités chinoises travaillent à des projets de relance des exportations.

de la Bourse sur les marchés risqueraient de mettre à mal la priorité des autorités chinoises: la stabilité sociale et politique.

la confiance des investisseurs et empêchent la poursuite de l'extension de la crise». Hier, le vice-président Xi Jinping a

Le président français Nicolas Sarkozy y voit l'occasion de convaincre les nations asiatiques d'adhérer à une vaste refonte des règles du capitalisme international.

Les banques chinoises détiennent relativement peu des produits financiers qui empoisonnent les institutions financières américaines et ont été majoritairement protégées de l'onde de choc mondiale en raison des très stricts contrôles sur le crédit.

Mais les autorités travaillent à des projets de relance des exportations et devraient aussi donner une forte impulsion aux dépenses d'infrastructures, logements sociaux et travaux publics, sans compter la reconstruction des zones du centre du pays dévastées par le séisme du 12 mai.

La journée d'hier a toutefois apporté son nouveau lot de mauvaises nouvelles avec une nouvelle baisse à la Bourse de Shanghai et un affaiblissement du yuan face au dollar.

La Chine va exempter de taxes les transactions immobilières

AGENCE FRANCE-PRESSE

PÉKIN — La Chine va exempter les transactions immobilières de frais de timbres (droits d'enregistrement) et de taxation sur les plus-values à partir du 1^{er} novembre pour relancer un marché de l'immobilier qui bat de l'aile, a indiqué hier l'agence officielle.

Citant le ministre des Finances, l'agence officielle Chine nouvelle n'a pas donné d'autres détails, mais cette décision était attendue depuis que des médias gouvernementaux avaient annoncé vendredi dernier qu'une réunion du Cabinet avait pris des dispositions pour relancer ce secteur en difficulté, dont des aides aux acheteurs et des ajustements des taxes sur les ventes.

Les autorités tentent d'éviter un krach du marché immobilier alors que des chiffres récents montrent un ralentissement des prix immobiliers.

Les prix de l'immobilier dans 70 des principales villes chinoises ont baissé de 0,1% en août par rapport à juillet, la première baisse enregistrée sur un mois depuis que la Chine a commencé à relever ces données en juillet 2005, avait indiqué Dow Jones Newswires, citant des chiffres officiels.

L'épuisement du marché immobilier pourrait accroître la pression sur une économie chinoise dont le secteur de la construction compte pour plus de 20% des investissements urbains.

Les autorités locales de plusieurs régions du pays avaient déjà pris des moyens pour donner un nouvel élan au marché de l'immobilier, notamment des modalités préférentielles pour l'acquisition de logements et un assouplissement des conditions de livraisons pour les promoteurs.

La croissance du marché automobile ralentit

AGENCE FRANCE-PRESSE

PÉKIN — La croissance du marché automobile chinois, jusqu'ici très dynamique, est en net ralentissement, à son tour affectée par les turbulences économiques internationales, mais aussi par des facteurs intérieurs comme la chute de la Bourse depuis un an.

Après des ventes en progression de 22% en 2007 et 25% en 2006, le secteur devrait se contenter cette année d'une hausse comprise entre 7 et 9%, selon différentes estimations, au vu des résultats entre janvier et septembre.

Même avec ce taux de croissance réduit, le marché chinois reste toutefois un eldorado, alors qu'en Europe et aux États-Unis, constructeurs et équipementiers affichent tous une profonde inquiétude pour leur activité avec la crise financière. Plusieurs ont déjà réduit leur production.

SOYEZ VITE EN AFFAIRES

VOUS AVEZ MAINTENANT ACCÈS À INTERNET SANS FIL HAUTE VITESSE QUAND VOUS EN AVEZ BESOIN.



SAMSUNG JACK

24⁹⁹\$¹

Avec un abonnement de trois ans



BLACKBERRY^{MD} BOLD^{MC}

299⁹⁹\$¹

Avec un abonnement de trois ans

CLÉ INTERNET SANS FIL GRATUITE²

Avec un abonnement de un an



Découvrez-en davantage sur rogers.com/viteenaffaires ou composez le 1-866-288-9563.

LE RÉSEAU SANS-FIL LE PLUS RAPIDE AU PAYS³ 2X PLUS RAPIDE QUE TOUT AUTRE



- MONTREAL**
Carrefour de La Pointe 514-642-6334
Place Bourassa 514-324-3180
Les Galeries d'Anjou 514-356-0356
Place Versailles 514-355-0003
5954, boul. Métropolitain E. 514-257-8826
Centre commercial Le Boulevard 514-722-0045
5110, rue Jean-Talon Est 514-723-4258
4455, rue Saint-Denis 514-845-9353
1, rue De Castelnau E., bur. 101 514-262-6666
3573, boul. St-Laurent 514-288-0600
1008, rue Clark, bur. 2068 514-954-0287
Centre Eaton 514-849-5646
Place Ville-Marie 514-394-0000
1015, rue Ste-Catherine O. 514-670-3765
2170, avenue Pierre-Dupuy 514-938-3800
997, rue St-Antoine O. 514-866-3326
Centre commercial Le Village 514-591-3838
2116, rue Guy 514-932-3113
2360, rue Notre-Dame O., bur. 102 514-983-1666
Centre Rockland 514-735-4086
1201, avenue Greene 514-933-8000
Place Alexis-Nihon 514-865-9949
5529, avenue Montclair 514-489-4334
Centre Montpellier 514-747-1777
9012, boul. de l'Acadie 514-387-9999
5150, rue Jean-Talon O. 514-341-2221
2100, boul. Marcel-Laurin 514-856-1884
Place Vertu 514-745-0745
7020, chemin de la Côte-de-Liesse 514-344-8883
Complexe Desjardins 514-842-0288
Carrefour Angrignon 514-368-4230
3339L, boul. des Sources 514-683-3333
2814, boul. St-Charles 514-428-9000
14945, boul. de Pierrefonds 514-626-5111
950, boul. St-Jean, bur. 3 514-426-9999
Fairview Pointe-Claire 514-695-1554
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
374, avenue Larivière, Rouyn-Noranda 819-762-3666
Galeries Val d'Or 819-874-3666
252, 1re Avenue Ouest, Amos 819-444-3666
BELLEVILLE
Mail Montnach 450-467-4286
BOUCHERVILLE
Promenades Montarville 450-442-0988
BROSSARD
Mail Champlain 450-671-3300
Place Portobello 450-671-4744
Quartier Dix30 450-676-0032
CARIGNAN
2255, chemin de Chambly 514-594-1932
CHATEAUGUAY
129, boul. St-Jean-Baptiste 450-692-2201
CARLETON PLACE
Centre Régional Châteauguay 450-692-5136
DELSON
28D, boul. Marie-Victorin 450-442-2100
DRUMMONDVILLE
965, boul. St-Joseph 819-478-9977
Promenades Drummondville 819-475-5024
GATINEAU
360, boul. Maloney O., bur. 1 819-663-8580
Promenades de l'Outaouais 819-561-3031
GRANBY
583, boul. Boivin 450-777-6612
Galeries Granby 450-375-4355
HULL
Les Galeries de Hull 819-775-3687
442, boul. St-Joseph 819-776-4377
ILE-PERROT
Carrefour Don-Quichotte 514-425-5205
JOLIETTE
517, rue St-Charles-Borromée N. 450-755-5000
Galeries Joliette 450-760-3000
LA PRAIRIE
Place La Citérie 450-984-1696
LAVAL
2142, boul. des Laurentides 450-629-6060
Centre Laval 450-978-1081
1888, boul. St-Martin O. 450-682-2640
Carrefour Laval (boutique) 450-687-5386
Carrefour Laval (kiosque) 450-687-5566
Centre Lépine 450-680-1234
241C, boul. Samson 450-969-1771
LONGUEUIL
Place Desormeaux 514-513-3333
1490, chemin de Chambly, bur. 101 450-442-1566
Place Longueuil 450-321-0279
MAGOG
221, rue Principale O. 819-843-4455
MONT-TREMBLANT
507, rue de Saint-Jovite 819-425-3335
REPERTIGNY
494A, rue Notre-Dame 450-657-3666
Les Galeries Rive-Nord 450-281-7756
ROSEMERE
Place Rosemere 450-971-2000
135, boul. Curé-Labelle 450-419-7630
SAINT-BRUNO
Promenades St-Bruno 450-653-7472
SAINT-CONSTANT
Mega-Centre St-Constant 450-465-9022
SAINT-EUSTACHE
360E, boul. Arthur-Sauvé 450-974-9299
SAINT-HUBERT
Complexe Conique 450-926-5656
SAINT-HYACINTHE
Les Galeries St-Hyacinthe 450-261-9991
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
Carrefour Richelieu 450-359-4941
Les Halles St-Jean 514-880-1888
SAINT-JEROME
Carrefour du Nord 450-436-5895
60, rue Bélanger 450-431-2355
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre Valleyfield 450-373-0519
3225, boul. Mgr-Langlois 450-371-0931
SHERBROOKE
2980, rue King O. 519-566-5555
Carrefour de l'Estrie 819-822-4650
SOREL
Promenades de Sorel 450-746-2079
TERREBONNE
1270, boul. Moody, bur. 10 450-964-1664
Les Galeries de Terrebonne 450-964-8403
TROIS-RIVIERES
Centre les Rivières 819-694-6812
5335, boul. des Sources 819-372-5000
5635, boul. Jean XXIII 819-372-5005
2, rue de Ormeaux, bur. 600 819-840-1234
VAUDREUIL-DORION
64, boul. Harwood, bur. 101 450-424-7082

1 Dans le cadre d'un abonnement de trois ans à un forfait Voix et données de 35 \$. 2 Offre valable avec un abonnement à un forfait Données d'au moins 25 \$ par mois et un abonnement d'au moins un an. Jusqu'à épuisement des stocks. 3 Le réseau sans-fil le plus rapide, selon la mesure de la vitesse de téléchargement sur le réseau HSPA. 2x plus rapide que tout autre, selon la comparaison effectuée entre la vitesse de téléchargement maximale allant jusqu'à 7,2 Mbps sur le réseau HSPA et la vitesse de téléchargement maximale allant jusqu'à 3,1 Mbps sur le réseau 1xEvdo. La vitesse réelle peut varier. BlackBerry^{MD}, RIM^{MD}, Research In Motion^{MD}, SureType^{MD} et les autres marques de commerce, noms et logos associés sont la propriété de Research In Motion Limited aux États-Unis et dans d'autres pays, et sont utilisés sous licence. ^{MC} Marques de commerce de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. Les autres marques, noms et logos sont des marques de commerce de leurs titulaires respectifs; tous droits réservés. © 2008 Rogers Sans-fil

LA PRESSE AFFAIRES

La Bourse s'effondre en Argentine

Le projet de nationalisation des régimes de retraite suscite de grandes craintes

BLOOMBERG

Les marchés des actions en Argentine se dirigeaient hier vers leur pire dégringolade depuis 1990 et les taux de rendement des obligations libellées en dollars américains atteignaient 30 % tandis qu'un projet de rachat de régimes de retraite augmentait les craintes que le gouvernement ne puisse respecter ses engagements financiers pour la deuxième fois au cours de la présente décennie.

L'indice de référence des actions Merval a chuté de 10,1 %, le marché faisant l'hypothèse que la présidente, Cristina Fernandez de Kirchner, projette d'utiliser les 29 milliards de dollars US des régimes de retraite pour financer les besoins du pays tandis que les prix des matières premières exportées du pays ont dégringolé. L'Argentine n'a pas eu accès aux marchés internationaux des titres de dette depuis sa défaillance en 2001 et la demande de ses obligations s'est asséchée, le marché craignant que le gouvernement ne sous-évalue l'inflation dans ses rapports.

« Ils prennent les régimes de retraite des gens et ils les utilisent pour financer le gouvernement », soutient David Bessey, qui gère des titres de dette de plus de 8 milliards US sur les marchés émergents chez Prudential Financial, à Newark, au New Jersey.

« C'est encore une fois une manière peu orthodoxe de tenter de faire face à la situation économique du pays plutôt que d'évaluer la pilule », ajoute-t-il.

Le prix des obligations argentines, qui ont été émises dans le cadre de la restructuration de la dette en 2005, a chuté de 5,11 cents US à 24 cents US au dollar après avoir baissé de 7,8 cents US mardi. De son côté, l'indice de référence Merval a sombré à un creux de quatre ans, portant sa baisse à 29 % cette semaine.

Cette débandade sur les marchés argentins a entraîné des baisses parmi les nations en développement. Le real, devise du Brésil, pays voisin, a reculé



Des cotisants aux régimes de retraite privés ont manifesté mardi à Buenos Aires contre le projet gouvernemental qui veut privatiser leurs épargnes.

PHOTO MARCOS BRINDICCI. REUTERS

de 6 % alors que la lire turque a chuté de 6,6 %. Le rendement supplémentaire que les investisseurs exigent pour posséder des titres de dette des pays

un sommet depuis décembre 2002, selon l'indice EMBI+ de JPMorgan Chase.

La présidente Fernandez, âgée de 55 ans, a fait connaître son

La présidente Fernandez a soutenu que cette proposition protégerait les retraités de la crise financière mondiale.

en développement a grimpé de 75 points de base, ou de 0,75 point de pourcentage, à 7,64 points de pourcentage,

plan de racheter dix régimes de retraite privés à l'occasion d'un discours prononcé à Buenos Aires mardi. Elle a soutenu que

cette proposition protégerait les retraités de la crise financière mondiale et a nié vouloir tenter de « mettre la main sur l'argent » pour régler la dette ou financer de nouveaux programmes ou projets. La dernière fois que l'Argentine a cherché à puiser dans les épargnes des travailleurs fut en 2001, juste avant de cesser ses paiements sur des obligations au montant de 95 milliards US.

« Piger dans les régimes de retraite démontre très clairement que le pays a besoin d'ar-

gent, soutient Aryam Vazquez, un économiste spécialiste des marchés émergents chez Wells Fargo & Co., à New York. C'est une mauvaise nouvelle, quelle que soit la manière dont on l'analyse. »

Le système de retraite privé, mis sur pied en 1994 pour aider à stimuler les marchés de capitaux, possède environ 5 % des entreprises inscrites à la Bourse de Buenos Aires et 27 % des actions disponibles pour des transactions publiques, selon des données compilées par les caisses de retraite.

L'Islande mise sur le FMI pour rétablir la confiance

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier ministre islandais Geir Haarde a estimé, dans un entretien au journal français *Le Monde*, que l'aide du Fonds monétaire international (FMI) à son pays pouvait restaurer la confiance, et reconnu que le secteur financier de l'île avait grandi trop vite.

« Cela crée de la confiance. Nous recevons l'assistance du

FMI comme cela pourrait arriver à n'importe qui d'autre. Nous sommes par ailleurs une économie avancée, développée et très flexible, a-t-il déclaré. Donc les conditions que le FMI impose ne sont pas les mêmes que pour un pays en voie de développement. »

Un accord entre le gouvernement islandais et le FMI devrait intervenir au plus tard dans les prochains jours. L'Islande,

l'un des pays les plus touchés au monde par la crise financière, deviendrait ainsi le premier pays industrialisé secouru par l'institution de Washington depuis plus de 30 ans.

Dans cet entretien, le premier ministre islandais reconnaît que le secteur bancaire de son pays s'est sans doute développé trop rapidement.

« Nos banques se sont beaucoup développées à l'étranger ces

dernières années, et il faut reconnaître aujourd'hui qu'elles ont sans doute grandi trop vite et sont devenues trop grandes au regard de la taille de notre population (315 000 habitants), avoue-t-il. Mais elles n'auraient pas sombré comme elles l'ont fait si le marché financier international avait été dans une situation normale. »

L'Islande a été contrainte ces dernières semaines de nationaliser les trois principales banques

du pays, au bord de la faillite, alors qu'elles étaient devenues en quelques années le principal atout de l'économie islandaise.

Geir Haarde a indiqué que le pays nordique essayait à court terme de remettre sur pied son système bancaire et de combattre le chômage « en créant de nouveaux emplois, dans la pêche par exemple », qui est le secteur le plus traditionnel de son économie.

La banque UBS anticipe une récession mondiale

AGENCE FRANCE-PRESSE

ZURICH—Les économistes de la banque suisse UBS ont annoncé hier anticiper une récession mondiale, avec un fléchissement de la performance aux États-Unis, en Europe et en Asie, face à l'aggravation de la crise sur les marchés financiers.

Aux États-Unis, « la persistance des reculs (...) sur les marchés des actions et le marché immobilier, ainsi que le resserrement de plus en plus manifeste du crédit laissent entendre qu'une récession prononcée ne saurait plus être évitée », ont estimé les économistes dans un communiqué.

L'économie américaine doit enregistrer un fléchissement de sa performance « dans le courant du second semestre qui devrait durer quatre trimestres au moins ».

D'après leurs prévisions, la croissance du produit intérieur

brut (PIB) américain doit atteindre 1,3 % en 2008 et reculer de 0,7 % l'année suivante, avant de revenir dans le vert en 2010 avec +2,5 %.

UBS anticipe également que « l'économie européenne entre en récession quasiment au même moment que les États-Unis ».

Des pays ayant connu une bulle spéculative immobilière comme le Royaume-Uni et l'Espagne seront particulièrement touchés par le ralentissement économique, de même que des pays souffrant de problèmes structurels comme l'Italie, ont poursuivi les économistes.

L'Allemagne et la Suisse « s'en sortiront légèrement mieux », avec un marché immobilier et une consommation moins chahutés.

Le PIB de la zone euro doit atteindre 1,2 % cette année et reculer de 0,3 % en 2009 pour rebondir à 1 % en 2010.

Les spécialistes d'UBS s'attendent à ce que les banques centrales

abaissent de nouveau leurs taux directeurs pour faire face aux effets de la crise des « subprime », à l'instar de l'action concertée début octobre de plusieurs instituts d'émission dans le monde.

En Asie, l'économie du Japon doit stagner l'année prochaine, mais la Chine, l'Inde et l'Indonésie devraient s'en sortir un peu mieux, grâce à un poids des exportations dans leur PIB moins important que dans d'autres pays asiatiques.

La croissance dans la région (hors Japon) doit rester solide, avec une hausse du PIB de 6,9 % cette année, suivi de 5,7 % et 6,8 % respectivement en 2009 et 2010.

Avec l'aggravation de la crise financière et l'impact sur l'économie réelle, la croissance mondiale est attendue cette année à 3,7 %, avant de ralentir à 2,4 % en 2009. Elle doit cependant reprendre de la vigueur en 2010 avec +3,8 %.

CRISE BANCAIRE

Le plan de sauvetage est impopulaire

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Plus de la moitié des Américains désapprouvent le plan de sauvetage des banques du secrétaire au Trésor Henry Paulson, selon un sondage publié hier, qui montre que le soutien envers ce programme destiné à enrayer la crise financière faiblit aux États-Unis.

Selon cette enquête de la chaîne CNN et de l'institut Opinion Research Corporation, 56 % des personnes interrogées se disent opposées au plan qui autorise l'État à dépenser jusqu'à 700 milliards de dollars pour racheter aux banques les produits « toxiques » qu'elles ont accumulés pendant la dernière bulle immobilière.

Ils sont 40 % à dire qu'ils y sont favorables, soit une baisse

de six points par rapport au début du mois, selon le même institut.

Les deux tiers des personnes interrogées (64 %) désapprouvent en outre les actions d'Henry Paulson à la tête du Trésor. Ils ne sont que 28 % à approuver les actions du ministre.

Une majorité des sondés estime également qu'une entrée de l'État fédéral au capital de certaines banques ou entreprises est un mauvais idée.

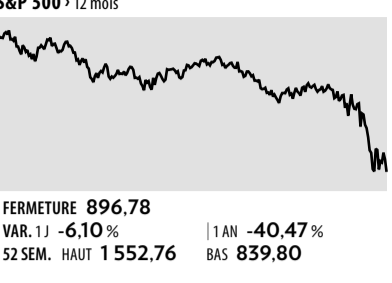
En revanche, 58 % des personnes interrogées se disent favorables à une aide de l'État aux propriétaires qui ne parviennent pas à payer leurs prêts.

Le sondage a été réalisé auprès de 1058 adultes par téléphone du 17 au 19 octobre, et comporte une marge d'erreur de 3 points de pourcentage.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

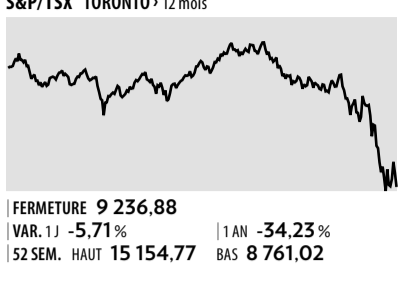


FERMETURE 896,78 VAR. 1J -6,10% 1AN -40,47% 52 SEM. HAUT 1552,76 BAS 839,80

DANS LE MONDE

Table of international market performance including Brazil, France, Germany, Europe, UK, Japan, Australia, China, and Switzerland.

CANADA



FERMETURE 9 236,88 VAR. 1J -5,71% 1AN -34,23% 52 SEM. HAUT 15 154,77 BAS 8 761,02

Table of Canadian market performance including Bombardier, IShares, Yamana Gold, Ivanhoe Mines, Oilexco, Teck, Barrick Gold, Kinross Gold, Goldcorp, BCE, Suncor Energy, Horizons Energy, Banque Royale, Talisman Energy, Manulife, and Bank Scotia.

TITRES GAGNANTS

Table of top performing stocks including Horizons Betapro and others.

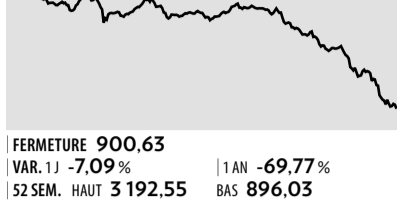
Table of top performing stocks including Horizons Betapro and others.

TITRES PERDANTS

Table of underperforming stocks including Witwatersrand and others.

Table of underperforming stocks including Witwatersrand and others.

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS



FERMETURE 900,63 VAR. 1J -7,09% 1AN -69,77% 52 SEM. HAUT 3 192,55 BAS 896,03

Table of top performing small cap stocks including Vast Exploration and others.

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE



66,75 \$US

Table of oil price variations over 1 day, 1 week, and 1 year.

FONDS INDICIELS

Table of performance for various index funds including S&P/TSX comp, S&P/TSX 60, etc.

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

Large table of 100 Canadian stocks with columns for closing price, variation, volume, and other metrics.

EN BREF

Kimberly-Clark

RECU DU BÉNÉFICE > Le producteur américain de mouchoirs en papier et d'essuie-tout Kimberly-Clark a revu à la baisse ses prévisions annuelles...

Canam

PROFITS DE 15 MILLIONS AU TROISIÈME TRIMESTRE > Le Groupe Canam a annoncé hier avoir enregistré au troisième trimestre de 2008 un bénéfice net de 15 millions de dollars...

VOS PLACEMENTS

TABLEAU DE BORD DU CONSOMMATEUR

Les programmes de loyauté sont partout

HUGO FONTAINE Les programmes de loyauté ou de récompenses associés à la consommation en mènent si large qu'environ 85 % des cartes de crédit canadiennes sont associées à l'un ou l'autre de ces programmes.

EN BREF

McDonald's

DES GRANDS CLASSIQUES PERFORMANTS > La performance de la chaîne de restauration rapide McDonald's a dépassé les attentes des analystes au troisième trimestre...

par action. Le chiffre d'affaires a aussi légèrement dépassé les attentes, à 6,26 milliards US (+6%), alors que les analystes tablaient sur 6,18 milliards US.

Table of financial institutions including Ind. Alliance, Banque Laurentienne, Financière Power, etc.

ÉTATS-UNIS LES GÉANTS (QUOTIDIEN)

Table of top performing US stocks including General Electric, Goldman Sachs, Google, etc.

Indique un titre dont la valeur a gagné ou perdu 1% et plus par rapport à la fermeture de la séance précédente. Caractères gras : Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.

Indique un titre dont la valeur a gagné ou perdu 1% et plus par rapport à la fermeture de la séance précédente. Caractères gras : Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	VARIATION (%)	
	FERMETURE	1 JOUR
Blé (SUS/boisseau)	517,75	-5,69
Cacao (SUS/livre)	0,91	-2,01
Café (SUS/livre)	112,60	-1,44
Maïs (SUS/boisseau)	385,00	-6,33
Soya (SUS/boisseau)	859,00	-5,40
Sucre (SUS/livre)	10,96	-2,49

ÉNERGIE

	VARIATION (%)	
	FERMETURE	1 JOUR
Essence (SUS/gallon)	1,57	-7,49
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	6,76	-1,26
Mazout (SUS/gallon)	2,05	-6,02

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTALUX

	VARIATION (%)	
	FERMETURE	1 JOUR
Aluminium (SUS/livre)	0,93	-2,71
Argent (SUS/once)	9,49	-5,86
Cuivre (SUS/livre)	2,04	-7,91
Étain (SUS/livre)	5,43	-9,80
Nickel (SUS/livre)	4,74	-6,70
Palladium (SUS/once)	176,60	-3,55
Platine (SUS/once)	842,00	-4,67
Plomb (SUS/livre)	0,61	-5,05
Uranium (SUS/livre)	44,00	0,00
Zinc (SUS/livre)	0,52	-3,85

Source: London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	5,50	01-06-2009	102,12	1,94	0,02
Canada	9,50	01-06-2010	111,59	2,10	0,10
Canada	9,00	01-03-2011	115,36	2,25	0,19
Canada	6,00	01-06-2011	109,36	2,27	0,21
Canada	10,25	15-03-2014	136,22	2,92	0,49
Canada	9,75	01-06-2021	157,53	3,91	1,25
Canada	8,00	01-06-2023	143,02	4,06	1,26
Canada	8,00	01-06-2027	148,35	4,22	1,51
Canada	5,75	01-06-2029	120,79	4,22	1,45

LES PROVINCES

Hydro Québec	11,00	15-08-2020	150,94	5,17	0,90
Manitoba	7,75	22-12-2025	126,28	5,38	0,96
New Brunswick	6,00	27-12-2017	109,19	4,75	0,83
Newfoundland	6,15	17-04-2028	109,05	5,39	0,94
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	113,90	5,40	0,94
Ontario	6,25	25-08-2028	110,22	5,40	0,96
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	115,06	3,72	0,35
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	134,36	5,34	0,98
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	132,87	5,34	1,02
PEI	8,50	27-10-2015	123,78	4,50	0,63
Québec	6,00	01-10-2029	105,91	5,52	0,93

LES CORPORATIONS

Bell Canada	7,00	24-09-2027	73,74	10,14	0,60
Bombardier	7,35	22-12-2026	85,50	8,98	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	88,52	7,20	0,87
Gtaa	6,45	03-12-2027	97,19	6,71	0,42
Investors Gr	6,65	13-12-2027	91,80	7,46	0,85
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	96,75	7,06	0,91

TAUX D'INTÉRÊT

	RENDEMENT	
	FERMETURE	SEMAINE
CANADA		
Taux d'escompte	2,50	-0,25
Taux préférentiel	4,00	-0,25
Fonds à un jour	2,25	-0,25
Bons du Trésor (3 mois)	2,68	-0,60
Obligations (2 ans)	2,10	-0,18
Obligations (10 ans)	3,59	-0,17

ÉTATS-UNIS

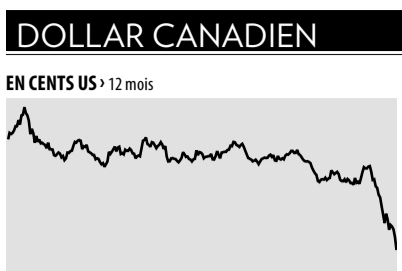
Taux d'escompte	1,75	0,00
Taux préférentiel	4,50	0,00
Fed funds	1,50	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,97	0,35
Obligations (2 ans)	1,50	-0,05
Obligations (10 ans)	3,59	-0,35

OR

New York

733,30 \$US

Variation 1 JOUR **-32,80 \$US**
 Variation 1 SEMAINE **-12,23 \$US**
 Variation 1 AN **-2,98 \$US**

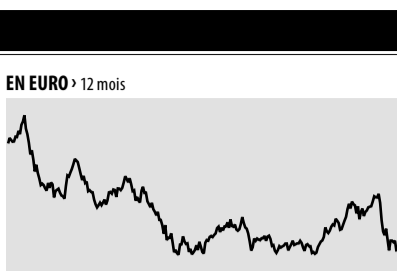


79,70 ¢US

VARIATION **-2,69 ¢**

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US **125,47 ¢**



0,6205 €

VARIATION **-0,0100 €**

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro **1,6111 \$**

LES DEVICES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut	9,24 rands
Australie	1 \$ vaut	1,18 dollar
Brésil	1 \$ vaut	1,90 real
Chine	1 \$ vaut	5,46 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,49 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut	6,19 dollars
Inde	1 \$ vaut	39,37 roupies
Israël	1 \$ vaut	3,09 nouveaux shekels
Japon	1 \$ vaut	78,04 yens
Liban	1 \$ vaut	1792,43 livres
Mexique	1 \$ vaut	11,07 pesos
Norvège	1 \$ vaut	5,77 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,34 dollar
Russie	1 \$ vaut	21,49 roubles
Suède	1 \$ vaut	6,25 couronnes
Suisse	1 \$ vaut	0,93 franc

Le pessimisme face à l'économie fait mal aux marchés

REVUE BOURSIÈRE

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les marchés nord-américains ont perdu plus de 5 %, hier, des bénéfices décevants et des perspectives économiques peu optimistes ayant poussé les investisseurs à vendre massivement leurs actions, surtout dans le secteur des matières premières.

« Il y a beaucoup d'anxiété, a fait remarquer Andrew Martyn, de Davis Rea. La bonne nouvelle, c'est que personne n'est surpris de voir une nouvelle dégringolade de 500 points, on y est presque habitué. »

Les gens sont toutefois « un peu stupéfaits » de voir que la mauvaise période se poursuit, a-t-il ajouté.

L'indice S&P/TSX a fait une chute de 558,73 points, ou 5,7 %, pour terminer la journée à 9236,88. Cette dégringolade s'ajoute à celle de 456 points subie mardi.

À New York, la moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a reculé de 514,45 points, ou 5,7 %, clôturant à 8519,21.

L'inquiétude face à une possible récession et la hausse de la valeur du dollar américain ont fait perdre des plumes à la devise canadienne. Le dollar canadien a baissé de 2,69 cents US, à 79,7 cents US, atteignant ainsi son plus bas niveau depuis mai 2005.

Statistique Canada a ajouté du poids aux rumeurs de ralentissement économique en dévoilant que les ventes au détail ont reculé de 0,3 %, à 35,9 milliards de dollars, en août.

« Même sans la crise du crédit, nous serions probablement en route vers une difficile récession. »

La Bourse de croissance TSXV a perdu 68,76 points, à 900,63.

L'indice composite NASDAQ a chuté de 80,93 points, à 1615,75, tandis que l'indice S&P500 a terminé la journée en baisse de

58,27 points, à 896,78. Selon John Thornton, de Stephens Investment Management Group, à Houston, les investisseurs ne s'inquiètent plus tant de la crise du crédit que de l'économie en général, au moment où les entreprises dévoilent leurs résultats trimestriels.

« Même sans la crise du crédit, nous serions probablement en route vers une difficile récession, a-t-il dit. Les bénéfices du troisième trimestre ne sont pas très inspirants, mais le troisième trimestre n'est pas au cœur des intérêts des gens. Je crois que l'inquiétude touche plutôt à la durée et à l'étendue de cette mauvaise période, et à l'effet qu'elle aura sur les bénéfices. »

À Toronto, le secteur de l'énergie a reculé de 9 %. EnCana (TSX: ECA) a perdu 3,34 \$, à 50,74 \$, et les parts de la fiducie Canadian Oil Sands ont cédé 3,43 \$, ou 11 %, à 27,21 \$. Husky Energy (TSX: HSE) a enregistré une baisse de 2,39 \$, à 32,93 \$, même après avoir doublé ses profits au troisième trimestre, à 1,27 milliard, grâce aux prix records du pétrole durant l'été.

Le secteur aurifère a aussi connu une baisse, de 14,4 %, lorsque le lingot d'or a baissé de 32,80 \$US, à 735,20 \$US, à New York. Barrick Gold (TSX: ABX) a abandonné 4,10 \$, ou 14,25 %, à 24,65 \$.

Le titre du Canadien National (TSX: CNR) a pris 99 cents, à 49,13 \$, après que la société eut annoncé mardi une hausse de 14 % de son bénéfice net, à 552 millions, au troisième trimestre.

CYBERPRESSE.CA

INDICES

Suivez les marchés boursiers en temps réel sur lapresseaffaires.com

Les marchés mondiaux retouchent le fond



PHOTO ANDRE PENNER, ASSOCIATED PRESS

Au Brésil, la Bourse de São Paulo a suspendu automatiquement ses opérations après une chute de plus de 10 %.

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les marchés boursiers mondiaux ont fortement décroché hier face aux risques de récession planétaire, alors que les États-Unis ont invité une vingtaine de puissances

Les marchés n'ont guère été rassurés par l'annonce d'un sommet mondial sur la crise qui réunira 20 grands pays.

économiques à un sommet de crise le 15 novembre.

Les Bourses européennes ont plongé en clôture: Paris a perdu 5,01 %, Francfort et Londres, 4,46 %. Les Bourses asiatiques étaient aussi mal orientées, avec des chutes de 6,79 % à Tokyo, 5,20 % à Hong-Kong et 3,20 % à Shanghai.

Les pires dégringolades ont été enregistrées à Madrid (-8,7 %) et surtout Buenos Aires (-10,11 %) en clôture après un repli de 16,17 % à mi-séance, toutes deux très affectées par le projet de nationalisation du système privé de retraite en Argentine annoncé mardi par la présidente, Cristina Kirchner.

Au Brésil, la Bourse de São Paulo, première place financière d'Amérique du Sud, a suspendu automatiquement ses opérations après une chute de plus de 10 %. Mexico a cédé 7,01 %.

Les marchés n'ont guère été rassurés par l'annonce d'un sommet mondial sur la crise qui réunira 20 grands pays développés et émergents le 15 novembre près de Washington.

La réunion visera à « discuter des causes de la crise financière » et « déterminer les principes de réformes » pour éviter qu'elle ne se reproduise, a précisé la Maison-Blanche en annonçant la date de la réunion.

Wachovia perd 24 milliards US

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La banque américaine Wachovia a de nouveau enregistré au troisième trimestre une très lourde perte, provoquée par de fortes dépréciations liées à son rachat en cours par Wells Fargo, selon un communiqué publié hier.

La perte nette s'est établie à 23,89 milliards US, plombée, entre autres, par des provisions de 18,8 milliards US. Un an auparavant, Wachovia avait enregistré un bénéfice de 1,62 milliard US.

En vue de sa fusion avec Wells Fargo, Wachovia a été contrainte d'évaluer la valeur de ses actifs et de constater leur baisse, et par conséquent de provisionner ces pertes dans son bilan.

« Nous pensons qu'il était prudent pour Wachovia de mettre ses pertes derrière (elle) », a déclaré dans le communiqué Howard Atkins, directeur financier de Wells Fargo. Selon lui, le montant des provisions était prévisible et la fusion des deux banques reste en

TAUX D'INTÉRÊT DÉPÔTS ET HYPOTHÈQUES

	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME					HYPOTHÈQUES RÉSIDENIELLES									
	MIN.	60 JRS	90 JRS	120 JRS	180 JRS	MIN.	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	VAR.	6 M.O.	6 M.F.	1 A.O.	1 A.F.	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS
BANQUES																				
Banque de Montréal	5 000	1,75	1,80	1,80	1,85	1 000	2,10	2,60	2,85	2,95	3,20	5,25	8,01	6,21	8,80	6,65	6,70	7,05	7,04	7,20
Banque Scotia	5 000	1,75	1,80	1,80	1,85	1 000	2,10	2,60	2,85	2,95	3,20	5,00	8,20	6,35	8,40	6,35	6,55	7,04	7,04	7,20
Banque CIBC	1 000	1,75	1,80	1,80	1,85	1 000	2,10	2,60	2,85	2,95	3,20	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hypothèques CIBC	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	5,00	8,74	6,74	8,80	6,65	6,70	7,05	7,04	7,20
Desjardins	5 000	1,75	1,80	1,80	1,80	1 000	2,25	2,60	2,85	2,95	3,20	—	8,15	6,50	8,50	6,25	6,70	6,70	7,00	7,20
Banque Dundee du Canada	5 000	2,25	2,25	—	2,50	1 000	2,95	4,00	4,42	4,56	4,65	—	—	—	—	—	—	—	—	—
La Banque HSBC Canada	5 000	1,75	1,80	1,80	1,85	1 000	2,25	2,60	2,85	2,95	3,20	4,75	8,01	6,21	8,80	6,35	6,75	6,75	7,04	7,20
ING Direct	1	—	3,00	—	3,10	1	3,60	4,25	4,50	4,50	4,50	5,00	—	—	—	5,14	5,40	5,50	5,70	5,89
Korea Exchange Bank	0	—	—	—	—	3 500	4,10	4,30	4,50	4,60	4,70	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banque Laurentienne	5 000	1,75	1,80	1,80	1,85	1 000	2,25	2,60	2,85	2,95	3,20	5,00	8,15	6,35	8,50	6,30	6,70	6,75	7,05	7,20
Manuvie	25 000	2,90	3,00	3,00	3,20	2 500	3,60	4,00	4,30	4,40	4,50	4,50	—	6,50	6,80	5,75	5,75	5,75	5,90	6,00
Banque Nationale	5 000	1,75	1,80	1,80	1,85	1 000	2,10	2,60	2,85	2,95	3,20	4,00	8,15	6,30	8,50	6,30	6,30	6,85	7,05	7,20
Banque Royale	5 000	1,50	1,55	1,55	1,55	1 000	1,90	2,60	2,85	2,95	3,20	5,00	8,15	6,35	8,50	6,35	6,70	6,70	7,04	7,20
State Bank of India	0	—	—	—	—	2 000	3,60	3,75	3,75	3,85	4,00	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TD Canada Trust	5 000	1,75	1,80	1,80	1,85	1 000	2,10	2,60	2,85	2,95	3,20	5,75	—	6,20	8,80	6,35	6,70	7,05	7,04	7,20
FIDUCIES																				
Altamira	5 000	—	—	—	2,25	1 000	2,40	2,95	3,30	3,55	3,85	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fiducie Desjardins	5 000	1,75	1,80	1,80	1,80	1 000	2,25	2,60	2,85	2,95	3,20	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Groupe Investors	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	4,75	8,15	6,35	8,50	6,35	6,70	7,05	7,04	7,20
Trust La Laurentienne	3 000	1,75	1,80	1,80	1,85	1 000	2,25	2,60	2,85	2,95	3,20	—	—	—	—	—	—	—	—	—
London Life	0	—	—	—	—	10 000	2,12	2,88	3,38	3,38	3,38	4,75	8,15	6,35	8,50	6,35	6,70	7,05	7,04	7,20
Macquarie Financial	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,74	—	5,89
Promutuel Capital	5 000	1,80	1,85	1,90	1,95	1 000	2,60	2,70	3,00											

PORTFOLIO

LES DOSSIERS SPÉCIAUX

CE REPORTAGE
EST DISPONIBLE SUR
LESSEAFFAIRES.COM



L'ABC

DES CONGRÈS VERTS



CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

L'impact environnemental de l'industrie des congrès et réunions est énorme.

À elle seule, la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'est déroulée à Montréal en 2005, a produit 25 000 tonnes de gaz à effet de serre (GES).

Comment organiser des réunions moins nuisibles pour la planète?

D'abord, il faut se fixer des cibles réalistes. « Inutile de vouloir tout faire du premier coup », dit Claude Villeneuve, directeur de la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Et rien ne sert de courir, mieux vaut partir à point.

Plus la décision d'organiser un événement écoresponsable est prise tôt dans le processus, mieux on pourra atteindre nos objectifs, estime le chercheur.

On doit nommer un responsable de la coordination et un comité de bénévoles, si possible. « Plus les employés seront sensibilisés et plus les chances de

succès seront élevées », ajoute M. Villeneuve.

À cet égard, il faudra aussi des bénévoles ou des « brigades vertes » sur place pendant le congrès pour sensibiliser les délégués.

« Les gens jettent n'importe quoi n'importe où si personne n'est là pour rappeler les consignes », ajoute-t-il.

En mai dernier, la CSN a tenté l'expérience pour son congrès, qui avait lieu au Centre des congrès de Québec. Des employés de la CSN et des bénévoles portant une veste permettant de les identifier répondaient aux questions des délégués pendant les pauses.

Malgré toute la bonne volonté du monde, il peut arriver qu'un événement que l'on voulait « vert » soit un fiasco. Pour être certain de ne pas rater sa cible, mieux vaut s'adjoindre un éco-conseiller. Celui-ci a tout le savoir-faire pour calculer de façon systématique la quantité de déchets et de GES produits et trouver des solutions.

« On s'était dit que l'on voulait recycler et composter 80 % de nos déchets et nous avons dépassé cet objectif, indique Mireille Bénéard, conseillère syndicale qui s'est chargée de la supervision. Nous avons recyclé à 82,5 %. C'est très bon pour une première fois; l'idée, c'est de s'améliorer. »

Les éléments essentiels

Le transport des délégués nécessite beaucoup d'énergie et produit des GES.

Y a-t-il moyen de faire du covoiturage ou d'organiser des navettes? Si les délégués prennent l'avion, on doit prévoir des moyens pour compenser les émissions de GES.

Ces coûts supplémentaires ont avantage à être intégrés dans le prix de l'inscription pour éviter de prendre les délégués par surprise après coup.

« Si on inclut les 10\$ supplémentaires pour la compensation au point de départ, personne ne va s'en plaindre », dit Claude Villeneuve.

La diffusion de l'information et des communiqués durant la conférence représente une quantité importante de papier. On favorise de plus en plus les supports électroniques pour réduire l'utilisation de papier: l'internet, les cédéroms et les clés USB.

Pour les repas, mieux vaut choisir des produits locaux et de la vaisselle réutilisable ou recyclable.

Mais pour réaliser tout cela, il faut des fournisseurs qui collaborent. Le secret, selon Claude Villeneuve, est d'intégrer avec précision nos exigences environnementales aux appels d'offres.

Mesurer

Malgré toute la bonne volonté du monde, il peut arriver qu'un événement que l'on voulait « vert » soit un fiasco.

Pour être certain de ne pas rater sa cible, mieux vaut s'adjoindre un éco-conseiller. Celui-ci a tout

le savoir-faire pour calculer de façon systématique la quantité de déchets et de GES produits et trouver des solutions.

Pour ceux qui ne peuvent pas embaucher d'éco-conseiller mais souhaitent tout de même un congrès plus « vert », quelques outils sont disponibles.

La Chaire de recherche et d'intervention en éco-conseil de l'UQAC a lancé en avril dernier son nouveau *Guide des événements écoresponsables*.

Il présente toutes les étapes à suivre pour planifier avec succès une réunion qui respecte le développement durable. Il tient compte non seulement de l'impact environnemental d'un événement, mais aussi de ses aspects sociaux, économiques et éthiques.

Le guide comprend des éléments très concrets. On y trouve, entre autres, un exemple d'appel d'offres, une grille d'évaluation des soumissionnaires, une grille de calcul des émissions de GES et un plan d'installation d'une station de tri pour le recyclage.

Par ailleurs, le Réseau québécois des femmes en environnement offre des conférences, des services-conseils et des séances de formation destinés à ceux qui veulent implanter des mesures écoresponsables dans leurs réunions.

Il a aussi lancé un portail internet destiné à promouvoir des événements écoresponsables. On y trouve de nombreux liens vers des ressources pertinentes.

www.evenementecoresponsable.com



L'organisation de vos congrès sans nous...



Plein d'affaires à faire

Avec Tourisme Laval,
tout est plus simple et plus efficace.

1 877 6 FACILE
leSimplificateur.com

PORTFOLIO



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

« En forêt boréale, une épinette noire séquestre environ 267 kg de CO₂ sur une durée de 80 ans », dit Jean-Robert Wells, professionnel de recherche à la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi.



Voici **CMR**



CENTRE DE CONFÉRENCES ET D'ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX



2200, rue Mansfield, Montréal (Québec) Canada H3A 3R8
Téléphone : 514.844.2000 • 1.866.844.2200
Télécopieur : 514.843.8500

centremontroyal.com



Pour des événements carboneutres

CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

Des centaines de personnes qui se déplacent en même temps en avion, en voiture ou en autobus : voilà qui produit une grande quantité de gaz à effet de serre (GES).

Pour réduire leur empreinte écologique, de plus en plus d'organisations veulent que leurs réunions soient « carboneutres ».

Le premier pas pour y arriver, c'est bien sûr de réduire les émissions à la source en favorisant les moyens de transports qui émettent le moins de GES.

« Le plus gros impact environnemental des réunions est attribuable au transport, dit Claude Villeneuve, titulaire de la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi. Il faut utiliser l'auto-car et organiser un système de covoiturage autant que possible. »

Mais quand les participants à un congrès viennent de différentes régions ou même de l'étranger, difficile de coordonner les déplacements de tout le monde!

« On peut essayer de réduire les émissions en étant plus efficaces, mais il restera toujours une partie des émissions que l'on ne pourra pas réduire à zéro », dit Marc Paquin, directeur exécutif chez Planétair.

C'est pour ramener à zéro le bilan de ces émissions que l'on fait appel à un fournisseur de crédits compensatoires. Cet intermédiaire calcule les tonnes de GES produites par la réunion et les convertit en crédits.

Pour faire le bilan des émissions d'une réunion, on distribue un questionnaire aux participants. Ils y indiquent leur moyen de transport et leur point d'origine.

On additionne au transport d'autres facteurs d'émissions, comme l'énergie utilisée pour la préparation des repas, les salles de réunion et les chambres d'hôtel. Une grille de calcul permet d'évaluer la quantité de GES produite et de savoir combien on doit acheter de crédits pour les annuler.

L'argent des crédits est versé à des projets de reforestation, d'énergie renouvela-

ble ou d'efficacité énergétique. Ces projets serviront à éviter l'émission d'un nombre de tonnes de GES équivalent.

Par exemple, la firme Planétair offre de contribuer, entre autres, à des projets d'énergie éolienne au Madagascar ou en Inde, et à un projet de remplacement du charbon par la biomasse comme combustible en Afrique du Sud. Pour compenser une tonne de CO₂, il faut verser 39,50 \$.

Autre possibilité: la plantation d'arbres, qui absorbent le carbone présent dans l'atmosphère pendant leur croissance.

La Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi a mis sur pied le projet Carbone Boréal, qui permet de compenser les émissions avec des plantations d'arbres destinées à la recherche.

Ces arbres sont plantés dans des zones déforestées de la forêt boréale. Comme il s'agit de lieux de recherche, aucune coupe n'y sera jamais effectuée.

« En forêt boréale, une épinette noire séquestre environ 267 kg de CO₂ sur une durée de 80 ans », dit Jean-Robert Wells, professionnel de recherche à la Chaire. Pour éliminer une tonne, il faut donc planter environ quatre arbres, au coût de 4 \$ chacun.

DES CRITÈRES DE CRÉDIBILITÉ

Les entreprises qui vendent des crédits de compensation prolifèrent sur l'internet. Certains critères permettent de s'assurer qu'elles sont crédibles.

> Pour la plantation d'arbres, le fournisseur devrait posséder toutes les données relatives aux plantations, aux espèces plantées, et assurer une survie d'au moins 80 % de la plantation.

> Un projet de compensation fiable devrait satisfaire à une norme internationale comme Voluntary Gold Standard, Voluntary Carbon Standard ou MDP (mécanisme de développement propre).

> Le projet devrait être évalué par une tierce partie indépendante.

Hôtels avantageusement localisés | Plus de 30 000 pieds carrés de surface congrès | Salles pouvant accueillir de 10 à 1 200 personnes
| Chambres sophistiquées au confort incomparable | Cuisine gastronomique avec cave à vins spécialisés | Stationnement sans frais



 Sheraton Laval
1-800-667-2440
www.sheraton-laval.com

 Hilton Montréal / Laval
1-800-363-7948
www.hilton.com

TOURISME LAVAL 

LES LAURENTIDES
RÉUNIONS EN VILLÉGIATURE



www.laurentides.com
1 800 611-8532 # 233

TOURISME LAURENTIDES 


CHÂTEAU
BEAUVALLON
Mont-Tremblant



Destination Corporative Exclusive



Forfait affaires
À PARTIR DE
122 \$
/jour /pers
en occ. dble

unique • distinctive

Pour réservations groupes composez le 888-681-6611
6385 Montée Ryan, Mont-Tremblant
www.chateaubauvallon.com



Forfait réunion d'affaires

à partir de
139 \$* p.p.
/jour /occ. double
*Taxes en sus

Comprend :
- Hébergement
- Salle de réunion principale
- Déjeuner, dîner et souper
- Pausas santé

HÔTEL DU LAC
**** Charme | Loisirs | Spa & Conférence
Mont-Tremblant, Québec

1.800.567.8341 | www.hoteldulac.ca

TREMBLANT
Mont-Tremblant, Québec

MA
DESTINATION
AFFAIRES

MON
TREMBLANT

LES SUITES TREMBLANT
PAR INTERWEST

lessuitestremblant.com | 1 866 787-8879

RIVIÈRE-DU-LOUP

Trois centres de congrès, trois ambiances

CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

Rivière-du-Loup n'a rien à envier aux grandes villes en matière de capacité d'accueil des congressistes. Dans un rayon de 6 km, on y trouve trois centres de congrès comptant plus de 40 salles de réunion dans des hôtels quatre étoiles. Si chacun de ces établissements a son ambiance particulière, ils ont en commun une qualité d'accueil irréprochable et tous les services nécessaires à un congrès réussi.

Rajeunissement à l'Hôtel Universel

À l'Hôtel Universel, on investit près de 2 millions cette année pour mieux accueillir la clientèle d'affaires. Une nouvelle salle de réunion de 7000 pieds carrés sera construite dès le mois prochain et pourra accueillir 450 personnes en banquet.

Le centre de congrès sera rénové et décoré au goût du jour, et les travaux seront terminés dès le début de mars 2009. Cet investissement s'ajoute à ceux des 10 dernières années, alors que 7 millions ont été dépensés pour l'ajout d'une nouvelle section de 51 chambres spacieuses et confortables.

Au total, l'établissement compte 170 chambres. Sans compter la future salle, on y trouve déjà 16 salles de réunion et des salons privés de différentes grandeurs, pour accueillir de 10 à 1400 personnes.

Deux restaurants accueillent les visiteurs. Le Rialto, qui sert une fine cuisine italienne actualisée dans un décor original et fantaisiste, compte 40 places. Plus spacieuse, La Verrière offre steak et fruits de mer à toute la famille.

Une piscine intérieure et une petite salle de conditionnement physique permettent de faire un peu d'exercice dans les moments libres. On profitera aussi d'un massage au centre de santé L'Essen'ciel.



PHOTO FOURNIE PAR L'OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE RIVIÈRE-DU-LOUP

Les congressistes auront l'embaras du choix, puisque Rivière-du-Loup leur offre une foule d'activités. À moins qu'ils ne préfèrent une simple pause-détente sur les berges du Saint-Laurent.

Place aux sportifs à l'Hôtel Levesque

L'Hôtel Levesque se distingue avant tout par son centre de conditionnement physique. Flambant neuf, le centre est impressionnant pour un établissement de 83 chambres.

Au dire des propriétaires, il s'agit même du plus grand centre sportif à même un complexe hôtelier au Québec. Équipé d'une quarantaine d'appareils dont 20 pour l'entraînement cardiovasculaire, la salle ouverte 24 heures sur 24 est vaste, bien éclairée et gratuite pour les clients de l'hôtel.

L'établissement peut recevoir des congrès d'environ 700 personnes dans ses 12 salles de réunion. Son restaurant, la Terrasse, sert une cuisine inspirée du terroir québécois et un menu dégustation de sept services en soirée. Il est réputé pour son saumon

fumé. Quant au centre de santé L'Estuaire, il propose 36 soins différents.

Récemment, 39 des chambres ont été rénovées et les chambres de catégorie «affaires» ont l'avantage d'avoir un accès direct à l'extérieur.

De l'autre côté du corridor, les chambres de catégorie «balnéaire» ont une vue sur le fleuve.

Autre particularité à noter: on dispose de la technologie nécessaire aux vidéoconférences.

Un décor de rêve à l'Auberge de la Pointe

Les gens qui viennent en congrès à l'Auberge de la Pointe le font avant tout pour son décor de rêve.

Situé en haut d'une falaise dans cette partie de Rivière-du-Loup que l'on appelle «la pointe» parce qu'il s'agit d'un bras de terre s'avancant dans le

fleuve, l'endroit est magnifique. La promenade de 500 pieds qui longe le bâtiment principal offre une vue panoramique sur le Saint-Laurent.

Elle permet de contempler le coucher du soleil pour ensuite entrer prendre un verre dans le café-bar lounge qui accède à la terrasse.

Marc-Antoine Côté et Charles Labrecque, les deux jeunes propriétaires, ont investi 1,5 million depuis 2003 pour améliorer l'auberge. On y trouve 10 salles de réunion pouvant accueillir des petits congrès de 250 personnes, un centre de santé et une salle à manger champêtre de 140 places.

Sur les 117 chambres que compte l'auberge, 78 donnent sur le fleuve, de même que la piscine intérieure. Une cour intérieure où l'on peut tenir des cocktails est aussi bien appréciée des visiteurs.

Histoire et nature en un seul lieu

CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

Une chute d'eau spectaculaire et des sentiers de randonnée en plein cœur de la ville, ce sont là quelques agréables surprises qui attendent le visiteur qui mettera les pieds pour la première fois à Rivière-du-Loup.

Les amoureux de la nature seront ravis de découvrir la faune et la flore à l'occasion d'une excursion commentée dans les îles du Pot à l'Eau-de-Vie, un environnement unique pour ses oiseaux marins.

Et si ce sont plutôt les baleines qui vous intriguent, vous pourrez en apercevoir pendant une croisière avec la compagnie AML.

On recommande le tour de ville taillé sur mesure par le personnel de Tourisme Rivière-du-Loup. Il permet de découvrir la riche histoire de cette municipalité, qui fut un carrefour ferroviaire vers les Maritimes et la Gaspésie.

Quelques trésors du patrimoine valent le détour. C'est le cas du Manoir seigneurial Fraser, témoin du passé de cette riche famille écossaise qui a fortement contribué à l'essor économique de la région.

Les activités à Rivière-du-Loup sont très nombreuses et variées, en voici d'autres.

- > circuit patrimonial;
- > circuit art et architecture;
- > circuit touristique à l'Île-Verte;
- > Musée du Bas-Saint-Laurent;
- > Noël au Château;
- > Musée de bateaux miniatures;
- > site ornithologique du marais de Gros-Cacouna;
- > deux clubs de golf;
- > visite de l'hydromellerie de Saint-Paul-de-la-Croix;
- > randonnée à cheval au ranch CR.

DES CONGRESSISTES SUR LE TERRAIN

Pour savoir quel accueil attend les visiteurs à Rivière-du-Loup, il n'y a rien de tel que d'entendre les commentaires de gens qui ont vécu l'expérience. La Presse a contacté quelques participants à des congrès qui ont eu lieu au cours de la dernière année. Ils nous livrent leurs impressions.

«La ville est agréable, l'accueil est intéressant et ils ont de bons restaurants. Nous avons eu notre cocktail d'accueil à l'Hôtel Levesque et ça a été superbe.»

– Pierre Bélanger, participant au congrès sur le peuplier du Témiscouata par le ministère des Ressources naturelles et de la faune du Québec à l'Hôtel Levesque, 2007.

«L'équipe de travail de l'Hôtel Universel était très efficace. On a été reçus de façon magistrale. La chaleur était là en même temps que l'efficacité. Nous avons même eu une réception à l'hôtel de ville et le maire nous a reçus à bras ouverts et très simplement.»

– Hélène Cornellier, coordonnatrice du plan d'action et des communications, Association féminine d'éducation et d'action sociale, en congrès à l'Hôtel Universel, 2007

«J'ai trouvé très agréable autant l'hôtel que la ville, qui est très belle avec toutes sortes de points d'intérêt. L'architecture et l'emplacement de la ville sont superbes. J'y retournerais volontiers.»

– André Boisvert, participant, congrès de l'Association des aménagistes régionaux du Québec, à l'Auberge de la Pointe, 2007

Caroline Rodgers, collaboration spéciale



Nouvel environnement tendance, contemporain, chaleureux, convivial.

Nouveau virage vert ! Pour un hébergement écologique de grande qualité

- 240 chambres et suites contemporaines redécorées
- 19 salles de réunion, 36 000 pi²
- Vue et accès direct à la montagne

Le plus important centre de congrès en villégiature au Québec



Un nouveau style **Vertigineux!**

Hôtellerie verte • Fine cuisine santé • Réunions et événements verts

Château Mont-Sainte-Anne
Ski • Golf • Spa • Vélo • Resort Hotel
chateaumsa.com
★★★★

Montagnes et fleuve ! Votre destination verte !

Communiquez avec **Manon Gesbert**
Directrice des ventes, marché corporatif
514 835-9656
mgesbert@chateaumsa.com

chateaumsa.com

Dessine-moi une salle de réunion



* Certaines conditions s'appliquent. Détails sur www.lechantecler.com

220 chambres et suites
17 salles de réunion
Activités de **consolidation d'équipe**



Planifiez votre réunion à l'Hôtel Le Chantecler et obtenez en cadeau

un forfait Escapade Détente*

(nuit, petit-déjeuner et souper pour 2 adultes)



HÔTEL LE CHANTECLER
1-888-916-1616
www.lechantecler.com

Notre regard VERT l'avenir

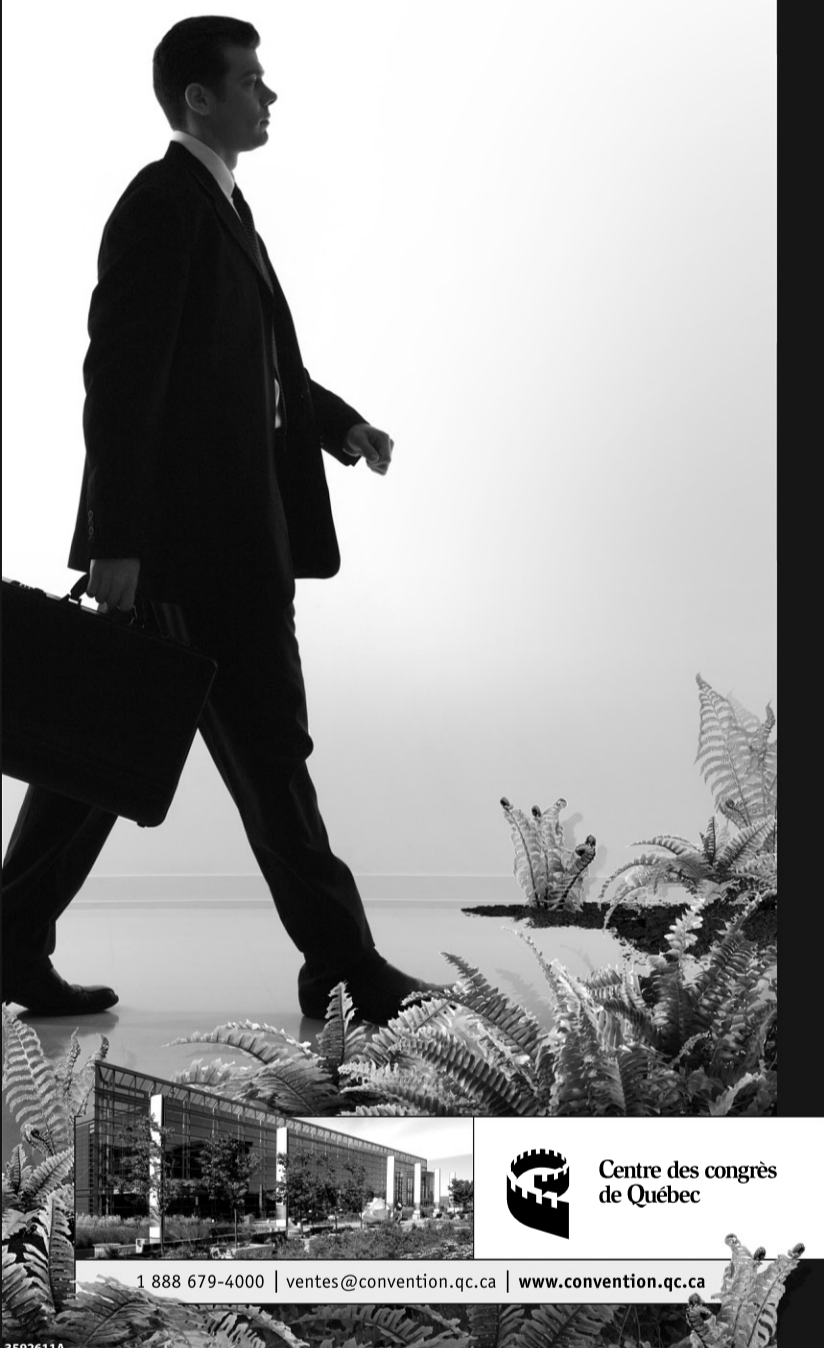
Le Centre des congrès de Québec se démarque par son engagement en matière de développement durable, son programme d'accompagnement clés en main pour l'organisation d'événements écoresponsables et son personnel expérimenté.

La clientèle peut profiter, sans frais additionnels :

- d'un système performant de collecte des matières résiduelles et compostables
- de services alimentaires écoresponsables

**Se réunir aujourd'hui
sans nuire à demain... pensez-y!**

www.convention.qc.ca/fr/vert



Centre des congrès
de Québec

1 888 679-4000 | ventes@convention.qc.ca | www.convention.qc.ca

PORTFOLIO

Un party de Noël qui bouge!

CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

Avant de s'empiffrer dans un souper où l'alcool coulera à flots pour mieux avoir mal à la tête de lendemain matin, pourquoi ne pas faire un peu d'exercice en s'amusant comme des petits fous?

C'est ce que propose le Groupe Dinamo, qui promet de faire bouger vos employés avec son concept de matchs sportifs amicaux et ludiques.

Tout y est conçu pour que même les non-initiés trouvent le moyen de s'amuser.

Le sport le plus populaire dans le temps des fêtes est sans contredit le hockey. Une activité qui se déroule en deux temps.

D'abord, un match pour tous avec des cibles qui portent le logo de la compagnie, des cônes et des petits concours de vitesse comme on en voit dans les fameux matchs des étoiles.

Ensuite, on passe aux choses sérieuses: la vraie partie commence pour remporter la coupe de la compagnie! Vous n'avez jamais chaussé de patins de votre vie? Léger détail...

« Nous avons une technique d'apprentissage pour ceux qui ne savent pas patiner. Nous

Le Groupe Dinamo promet de faire bouger vos employés avec son concept de matchs sportifs amicaux et ludiques.

avons eu un groupe de Belges qui n'avaient jamais vu une patinoire de leur vie. À la fin de la partie, ils ne voulaient plus arrêter!» dit Michel Dorais, copropriétaire de l'entreprise.

Et pour ceux qui le souhaitent, on peut très bien remplacer le hockey par du ballon-balai ou du hockey-bottine sur la neige.

Tout est fourni: équipements à l'état neuf, serviettes, shampoing, savon et boissons énergétiques.

Pour garder un souvenir impérissable de la soirée, on fera une photo de groupe, et la partie sera filmée.

On pourra même la regarder juste après, pendant le «vrai» party.

Question de faire une belle surprise aux participants, on a l'option d'une remise de médailles faite par d'anciens joueurs de la Ligue nationale.

Ou pourquoi pas, de les faire «coacher» par de vrais entraîneurs vedettes comme Michel Bergeron ou Jacques Demers. Ils s'en souviendront!

LES VOYAGEURS EN PARTANCE POUR...



VACANCES VOYAGE

Tous les mercredis et samedis dans
LA PRESSE

CARRIÈRES
OÙ EST L'EMPLOI ?

Le samedi dans **LA PRESSE**

À SEULEMENT 1H15 DE MONTRÉAL, LE PARADIS!

MANOIR HOVEY

Destination conférence par excellence



Obtenez 15% sur nos tarifs corporatifs lorsque vous réservez pour les mois de novembre, décembre 2008 et janvier 2009

(819) 842-2421 #202  www.manoirhovey.com

Vieux-Québec en forfait



Forfait Vieux-Québec

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- Petit déjeuner américain
- Frais de service

À PARTIR DE **145 \$** TAXES EN SUS
POUR 2 PERS., POUR 1 NUIT
Valable jusqu'au 30 avril 2009

Découvrez le Spa du Manoir!

Forfait réunions 10 chambres et plus

- Chambres de catégorie supérieure avec 1, 2 ou 3 repas
- Salles de réunion
- 2 pauses-café par jour
- Appels locaux sans frais
- Frais de service
- Accès internet haute vitesse gratuit

À PARTIR DE **91 \$** TAXES EN SUS
POUR 1 PERS., POUR 1 NUIT OCCUPATION DOUBLE

Programme corporatif à partir de 125 \$ par chambre, par nuit

 **HÔTEL MANOIR VICTORIA**

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8 • www.manoir-victoria.com • 1 800 463.6283


**CHÂTEAU
BROMONT**



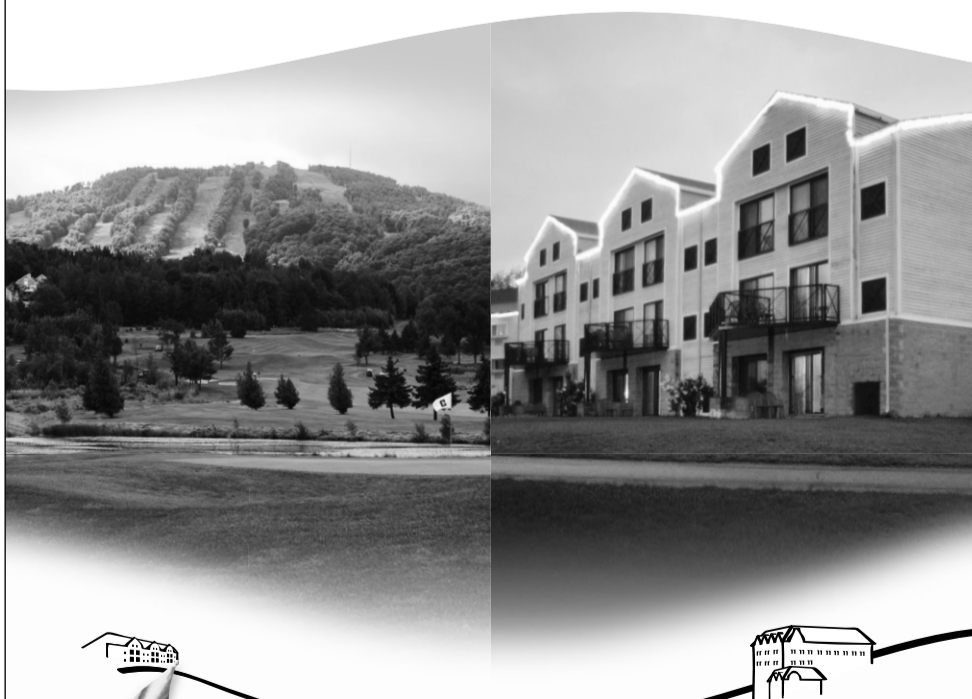
★★★
À PARTIR DE
169 \$
PAR JOUR, OCC. DOUBLE

FORFAIT AFFAIRES
incluant 3 repas, 2 pauses, une salle de réunion, un écran et les pourboires. À partir de 229 \$ par jour, occ. simple.

1 888 BROMONT www.chateaubromont.com

BROMONT
DOMAINE HÔTELIER


**AUBERGE
BROMONT**



★★★
À PARTIR DE
129 \$
PAR JOUR, OCC. DOUBLE

FORFAIT AFFAIRES
incluant 3 repas, 2 pauses, une salle de réunion, un écran et les pourboires. À partir de 179 \$ par jour, occ. simple.

1 888 BROMONT www.chateaubromont.com

BROMONT
DOMAINE HÔTELIER

Des partys de Noël pour tous les budgets

CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

Nous ne sommes peut-être qu'en octobre, mais il n'est pas trop tôt pour penser à votre party de Noël. S'il n'est pas déjà organisé, il est plus que temps de vous y mettre!

Dans les grandes entreprises, on commence à organiser le party des Fêtes presque un an à l'avance.

On entreprend les démarches entre janvier et mars, question d'avoir la salle et l'animation de notre choix à la date voulue.

« Pour les groupes de moins de 500 personnes, il y a encore des salles disponibles jusqu'en avril ou mai », dit Nathalie Francoeur de l'Agence 4-saisons.

Quelques entreprises de Montréal offrent un service clés en mains pour la soirée, avec spectacles, animation, décor et repas.

« C'est le nombre d'invités qui détermine la qualité de l'activité, de l'animation ou du spectacle que l'on aura », explique Pierre Jean, président des Productions Le Diplomate.

Par exemple, un groupe de 100 qui souhaite un spectacle à grand déploiement devra s'attendre à déboursier 250\$ par participant sans compter le repas, ce qui n'est pas à la portée de toutes les PME.

Par contre, pour le même spectacle, une société comptant 1000 employés pourra se le permettre, à 25\$ par personne.



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Dépenser une fortune n'est pas toujours un gage de succès pour votre party de Noël. Il faut tenir compte du profil de la majorité des employés.

« Le spectacle sera le même, quel que soit le nombre de personnes, dit M. Jean. Donc plus on est nombreux, plus on peut avoir un show de calibre. »

Pour établir le budget de la soirée et savoir quel type

d'animation et d'ambiance conviennent à nos moyens, il est logique de déterminer un montant à déboursier par tête.

On établit d'abord le coût de l'animation et ensuite, celui du repas. « Avec du vin, on atteint

rapidement 200\$ pour le souper », ajoute-t-il.

« Si on inclut du vin avec un cocktail, il est difficile d'avoir un souper décent à moins de 50\$ par personne », dit Nathalie Francoeur. À partir de 50\$ par

personne, on a un quart de litre de vin, ajoute-t-elle.

Et pour l'animation, il n'y a pas de limites. Le spectacle *Soul City*, qui fait vivre la musique rhythm and blues sur quatre scènes différentes, coûte entre 30 000\$ et 40 000\$. C'est la quantité de jeux de lumières et la puissance du système de son qui font varier le prix.

Avec un budget plus modeste, soit de 2000\$ à 10 000\$, on peut se payer une soirée thématique.

Ambiance tropicale, Hollywood, les années folles, Far-West, *Grease* ou Taj Mahal, vous avez l'embarras du choix.

Le prix varie alors en fonction des options ajoutées au décor, des gadgets et du nombre d'animateurs.

Il est donc possible de s'adapter à différents budgets. « Les entreprises qui ont moins d'argent peuvent choisir une soirée thématique sans décor, avec seulement des accessoires, ce qui coûte moins cher », dit Nathalie Francoeur.

D'ailleurs, dépenser une fortune n'est pas toujours un gage de succès. Il faut tenir compte du profil de la majorité des employés.

« Si on prend une entreprise dont tous les employés sont jeunes, même si on met un orchestre à 9000\$, ils s'amuseront sans doute moins que si c'est une soirée thématique qui coûte moins cher, ajoute-t-elle. Mais à partir de 350 personnes, mieux vaut avoir un spectacle. »

EN BREF

Du nouveau dans les régions

Rénovations, agrandissements, investissements, ça bouge dans le monde des congrès au Québec! Voici un aperçu des nouveautés. À Lévis, on vient d'inaugurer un nouveau centre des congrès et d'expositions de 150 chambres avec 15 salles totalisant 1502 mètres carrés d'espace de réunion. À Gatineau, le Fairmont Château Montebello, investit 3,9 millions dans la rénovation de ses chambres. Par ailleurs, l'Auberge du Draveur a construit 20 nouvelles chambres adaptées aux personnes à mobilité restreinte et ajouté une nouvelle salle de conférence pouvant accueillir 325 personnes. À Saint-Hyacinthe, un nouvel hôtel de 94 chambres avec salles de réunion devrait ouvrir ses portes au printemps 2009. Également, l'Hôtel Le Dauphin a annoncé un agrandissement avec l'ajout de 20 chambres et le centre de foires du Pavillon des Pionniers débutera prochainement un projet de modernisation de ses installations. Shawinigan dispose maintenant d'un centre de foires et de congrès de plus de 13 500 mètres carrés. Il a été aménagé à Espace Shawinigan, dans la Cité de l'énergie. À Magog, à la suite d'un incendie, L'Estrimont Suites & Spa ouvre de nouveau ses portes, après un investissement de 6 millions. L'établissement offre maintenant plus de 2400 mètres carrés en espace de réunion et 91 chambres entièrement rénovées. À Tremblant, l'ouverture du Casino Loto-Québec aura lieu à l'été 2009. Source : Association des bureaux de congrès du Québec

Le Palais des congrès de Montréal a 25 ans

C'est en 1983 qu'ont débuté les activités du Palais des congrès de Montréal. Depuis, il accueille 12,6 millions de visiteurs et 4439 événements, générant ainsi 3,7 millions de nuitées dans les hôtels et 4,1 milliards en retombées économiques. Aujourd'hui, Montréal est la première ville au Canada pour l'accueil de congrès internationaux, et se classe deuxième en Amérique du Nord, selon l'Union des associations internationales. Voici un aperçu des salons publics qui se dérouleront au Palais des congrès au cours des mois à venir.

- > Salon Santé Beauté Mieux-être (31 oct.-2 nov.)
- > Salon Passion Chocolat et cie (7-9 novembre)
- > Salon de l'immobilier et de la copropriété (7-9 novembre)
- > Salon investir soi-même en bourse (14-15 novembre)
- > Salon international de l'auto de Montréal (16-25 janvier)
- > Salon national de la pourvoirie chasse et pêche (29 janv.-1^{er} fév.)
- > Salon de la Mariée 2009 (14-15 février)
- > Salon de la moto de Montréal (20-22 février)
- > Expogolf Buick 2009 (13-15 mars)
- > Expo Manger Santé (13-15 mars)
- > Salon de l'emploi et de la formation (17-18 mars)
- > Salon des carrières et emplois de *La Presse*, Salon des carrières en technogénie et Salon carrières du Réseau des ingénieurs du Québec (15-16 avril)
- > Le Salon national de la femme (17-19 avril)
- > Salon national de la franchise et des occasions d'affaires (25-26 avril)

Caroline Rodgers, collaboration spéciale

La Montérégie

Pour vos événements et réunions d'affaires

La Montérégie compte sur son territoire deux centres de congrès et une trentaine d'établissements spécialisés pour le congrès, les colloques et les réunions d'affaires. Ces établissements totalisent plus de 225 salles pour vos événements.



Réunion d'affaires en Montérégie

- Proximité
- Accessibilité
- Diversité



Procurez-vous notre brochure de promotion sur le tourisme d'affaires en Montérégie
■ 1 866 469-0069 ■ www.tourisme-monteregie.qc.ca



3581012A

Voyager c'est bien plus que d'aller du point A au point B.
Voyager c'est l'art d'apprécier la magie des lieux.

Forfait Réunion Solutions Simples : Un tarif tout compris par personne.

La garantie d'une réunion réussie incluant repas gourmands, pauses-café thématiques continues, Internet haute vitesse, outils de présentation et outils de gestion en ligne de Hilton.

Prix par personne : 65,00 \$* Chambres à partir de 159,00 \$* la nuitée, occupation simple ou double. Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour réserver, veuillez communiquer avec Jessica en composant le 514-878-2332 xt 4553

*Offre en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008. Taxes et pourboire en sus. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion et ne vise que les nouvelles réservations, selon la disponibilité. Pour les groupes de 10 à 50 personnes.

900 de La Gauchetière O.,
Montréal, Québec, Canada H5A 1E4
Tel: 1-514-878-2332


Hilton
Montréal Bonaventure
Voyager vous transporte ailleurs

LA PRESSE AFFAIRES

AIG accepte de retenir la paie de son ancien PDG

BLOOMBERG

American International Group (AIG) a accepté de geler tout paiement à Martin Sullivan, son ancien PDG, dont le contrat prévoit des rétributions de 19 millions US plus d'autres avantages,

selon Andrew Cuomo, procureur général de l'État de New York.

En plus de retenir la paie de M. Sullivan, M. Cuomo a indiqué que l'entreprise avait consenti à ce qu'aucune somme ne soit distribuée en provenance du fonds de 600 millions US

pour paies et primes différées de la filiale Financial Products d'AIG, selon une lettre qu'il a fait parvenir hier à Edward Liddy, nouveau président du conseil et PDG d'AIG.

La semaine dernière, M. Cuomo avait demandé à AIG, qui

fut naguère le premier assureur au monde, de cesser ses dépenses « somptuaires » et de récupérer des millions en paiements déraisonnables, sans quoi l'entreprise s'exposerait à des poursuites. Cette intervention survient dans le contexte du sauvetage de

l'entreprise par le gouvernement américain.

« Le contribuable américain soutient maintenant AIG, ce qui fait de la préservation de ces fonds des contribuables une obligation vitale et la première responsabilité de votre entreprise », a écrit M. Cuomo.

Nicholas Ashooh, porte-parole d'AIG, n'a pas rappelé pour livrer ses commentaires.

L'assureur établi à New York s'est soumis le mois dernier à un rachat par le gouvernement américain et il a déjà pigé les deux tiers de la marge de crédit de 122,8 milliards US consentie par la Réserve fédérale américaine (Fed).

Sullivan remplacé

M. Sullivan a été remplacé par le président d'AIG, Robert Willumstad, le 15 juin dernier après deux trimestres consécutifs de pertes records liées à de mauvais paris sur des marchés immobiliers. L'an dernier, M. Sullivan avait soutenu que toute perte liée à l'immobilier serait « gérable ».

Pour sa part, M. Willumstad a été remplacé par M. Liddy le mois dernier comme condition du rachat d'AIG par Washington.

M. Cuomo a dit croire que Joseph Cassano, ancien patron de la division des produits financiers, possédait une part de 69 millions US du fonds de rétribution de 600 millions US. En plus, a dit M. Cuomo, cinq autres dirigeants de la filiale possèdent une part combinée de 93 millions US de ce fonds.

M. Cassano, qui a démissionné en mars dernier, a touché 280 millions US entre l'an 2000 et 2008, selon le représentant Henry Waxman, président du comité de la Chambre sur la surveillance et la réforme du gouvernement. Il a aussi reçu 1 million US par mois en honoraires de consultant après son départ, a dit M. Waxman. AIG a indiqué que ces paiements avaient cessé le mois dernier.

AFFRONTEZ L'HIVER AVEC ASSURANCE



OFFREZ-VOUS
LA TRANQUILLITÉ D'ESPRIT
GRÂCE AU PERSONNEL
CERTIFIÉ MICHELIN^{MD}
DES DÉTAILLANTS
LES PROFESSIONNELS
DU PNEU ALLIANCE.



Revendeur de Qualité, Produits de Qualité

MONTRÉAL

DORVAL
Pneus Rallye
645 Bord du Lac
(514) 636-4605

DORVAL
Pneus Unik
2370 boul. Hymus
(514) 683-1961

LACHINE
Pneus Lachine
578 St-Joseph
(514) 637-4603

MONTRÉAL
Alex Pneu et Mécanique
5500 rue Papineau
(514) 521-5500

MONTRÉAL
Pneus Bélisle Jean-Talon
3780 Jean-Talon Est
(514) 376-3081

MONTRÉAL-NORD

Pneus Metro
6750 Léger
(514) 328-4222

MONTRÉAL
Pneus Gounod
10220 boul. St-Laurent
(514) 858-7638

VILLE ST-LAURENT
Ontario Tire
945 Montée de Liesse
(514) 341-3548

RIVE-NORD

LAVAL
Bernard Dagenais
450 boul. Labelle
(450) 625-4575

LAVAL
Pneus Bélisle Laval
355 St-Martin O.
(450) 669-4404

SAINT-EUSTACHE

Agence de Pneu B.C.
66 boul. Arthur-Sauvé
(450) 473-1320

MONT-LAURIER
Pneus Bélisle
Mont Laurier
1490 boul. Paquette
(819) 623-1551

SAINT-JÉROME
Pneus Bélisle St-Jérôme
430 Lajeunesse Ouest
(450) 436-4622

BOIS-FRANCS

VICTORIAVILLE
Drolet Pneus
et Mécanique
705 boul. Bois-Francis Sud
(819) 357-2494

DRUMMONDVILLE

Pneus Bélisle
Drummondville
2865 boul. Lemire
(819) 477-5414

DRUMMONDVILLE
Drolet Pneus
et Mécanique
2435 rue St-Pierre
(819) 479-8008

OUTAOUAIS

GATINEAU
Pneus Bélisle Outaouais
240 boul. de l'Aéroport
(819) 669-9550

MAURICIE

TROIS-RIVIÈRES
Pneus Bélisle
Cap-de-la-Madeleine
80 Montplaisir
(819) 374-3333

RIVE-SUD /
CANTONS-DE-L'EST

CHÂTEAUGUAY
Pneus Bélisle Châteauguay
170 St-Jean-Baptiste
(450) 691-6236

VALLEYFIELD
Pneus Gagnier
243 Dufferin
(450) 373-4194

LONGUEUIL
Pneus Bélisle Longueuil
2296 chemin Chambly
(450) 442-9400

Les
banquiers
en classe
économique

BLOOMBERG

Merrill Lynch, UBS AG et JP Morgan Chase demandent à leurs cadres banquiers en Asie de voyager en classe économique lors de vols courts et de réduire les voyages non essentiels au moment où ces entreprises cherchent à abaisser leurs coûts encore plus, indiquent des responsables de ces firmes.

Ainsi, UBS a demandé à ses banquiers ce mois-ci de voyager en classe économique lors de vols de moins de cinq heures, ont souligné deux responsables de la plus importante banque suisse, qui ont requis l'anonymat parce qu'il s'agit là d'une question de régie interne.

Pour sa part, Merrill Lynch exige depuis la mi-septembre que ses employés voyagent en classe économique lors de vols de trois heures au plus, ont fait savoir deux dirigeants de la firme.

Les plus importantes banques et firmes de courtage au monde réduisent leurs coûts pour survivre dans un contexte d'effondrement du marché de crédit qui a emporté Lehman Brothers Holdings et qui a contraint Merrill Lynch de se vendre à Bank of America.

L'industrie des services financiers a sabré plus de 140 000 emplois depuis que les défaillances des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis ont commencé à perturber les marchés mondiaux en 2007.

« Les activités de banque d'affaires ont presque disparu sur ce marché et, au moment où les revenus fondent à vue d'œil, ce n'est que sensé que de réduire tous les coûts qu'ils peuvent », affirme Renault Kam, gestionnaire de portefeuille d'Atlantis Investment Management, à Hong Kong, qui gère des actifs de 5 milliards US. « Le pire est encore à venir », ajoute-t-il.

Chez JP Morgan, plus importante banque américaine, les cadres banquiers doivent voyager en classe économique sur des vols de moins de trois heures et cette politique est en vigueur depuis la fin du mois d'août dernier, a indiqué un responsable qui a requis l'anonymat.